

**BULLETIN COMMUNISTE
INTERNATIONAL**

Organe de la Fraction de la Gauche communiste internationale

n° 4

17/ 02/ 2 0 1 1

Pour nous contacter :

adresse e-mail : **inter1925@yahoo.fr** ;

Consultez notre site : <http://fractioncommuniste.org>

SOMMAIRE

Situation Internationale :

<i>La "Grève de masse" aujourd'hui et demain</i>	1
Luttes prolétariennes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, Oui à la lutte des classes, Non au piège démocratique.....	4

Lutte pour le regroupement des communistes :

Contribution à un état des lieux de la Gauche communiste internationale (les Communistes internationalistes-Klasbatalo).....	6
Réponse au texte des Communistes internationalistes-Klasbatalo (Fraction de la Gauche communiste internationale).....	16
Texte de la Tendances communiste internationaliste <i>Sur les événements douloureux du passé</i> (à propos de la création de l'Institut O. Damen).....	25

Combat contre l'opportunisme :

Mise au point de notre Fraction (à propos de l'attitude de militants du CCI vis-à-vis exclus de 2001 lors de la mobilisation ouvrière à l'automne 2010 en France).....	27
---	----

Notre position sur la question de la <i>Décomposition</i> (réponse à un sympathisant).....	29
--	----

Texte du mouvement ouvrier :

Karl Liebknecht : Déclaration au Reichstag (1914).....	32
--	----

La "grève de masse" aujourd'hui et demain

Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades - toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. Et la loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités techniques, mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution" (Rosa Luxemburg, Grève de masse, parti et syndicat, 1906).

La situation mondiale actuelle illustre l'analyse que faisait Rosa Luxemburg sur "La grève de masse" dans la période de la révolution Russe de 1905. Évidemment, nous ne sommes pas aux portes de la révolution. Mais les luttes prolétariennes se multiplient un peu partout dans le monde, que ce soit dans des pays du "centre" ou de la "périphérie" du capitalisme, et prennent des formes multiples : ce sont soit des grèves isolées ou de secteur complet de l'économie, soit des grèves générales qui affectent une ville ou un pays entier ; ce sont soit des grèves spontanées (sans préavis syndical) dites "sauvages" ou des grèves de longue durée que les grandes centrales syndicales ont de plus en plus de mal à contrôler ; ce sont soit des manifestations de la jeunesse prolétarienne étudiante dont les perspectives d'avenir s'effondrent ou des manifestations de travailleurs du secteur public et des grandes industries qui voient leurs conditions de vie s'étioler. En plus d'une occasion, les luttes de résistance "économique" se transforment en luttes "politiques" contre le gouvernement ou bien, au moins, contre les figures les plus représentatives des intérêts du capital (même si, évidemment, ces luttes politiques sont encore reprises, contrôlées et dirigées par les forces de "gauche" du capital lui-même)... Ce sont en outre des luttes qui se développent chaque fois plus de manière simultanée, qui portent en elles une forte tendance à s'étendre, à chercher la solidarité et ainsi à devenir chaque fois plus décidées et combatives¹. Or les conditions qui ont créé ce climat de luttes ne sont pas temporaires : la poursuite de la chute du capitalisme dans la pire crise de son histoire nous permet de prévoir une longue durée, de plusieurs années, de cette tendance à la montée de la lutte de classe du prolétariat, une véritable "grève de masse" internationale.

Bien sûr, toutes les luttes du prolétariat se confrontent dans chaque pays et de plus en plus durement aux différents obstacles mis en place par l'État capitaliste ; en premier lieu les **syndicats**. Pour le moment, la majorité des grèves et des journées de lutte, dans des pays comme la France et l'Espagne, sont organisées par les grands centrales syndicales de manière à déjouer le mécontentement croissant des travailleurs et, en même

temps, à l'enfermer dans un cadre qui ne permet pas réellement de stopper les attaques du capital contre leurs conditions de vie. Cependant, ces journées n'en sont pas moins une expression de la montée du mécontentement et de la combativité des prolétaires et de la nécessité pour la bourgeoisie d'anticiper sur les explosions spontanées et hors de son contrôle. De plus, le prolétariat commence à se reconnaître comme classe, à ressentir la nécessité de dépasser les barrières corporatistes dans lesquelles les syndicats l'enferment, à chercher la solidarité et à se rendre compte de la nécessité de prendre le contrôle de ses luttes en dehors des syndicats.

Viennent ensuite les partis politiques du capital, notamment les partis et autres organisations de la "**gauche du capital**". Comme on l'a vu en Grèce depuis le début de l'année passée, et comme nous le voyons maintenant en Tunisie et en Égypte, la colère du prolétariat (et des autres classes exploitées) peut éclater à tout moment, dans tout pays ; il suffit d'une pincée supplémentaire d'injustice (l'assassinat d'un jeune aux mains de la police, de l'augmentation des prix des produits de première nécessité...) pour qu'elle débouche sur une situation de manifestations spontanées et de révolte généralisée qui mènent à des affrontements ouverts avec les forces de répression de l'État. Apparaît alors dans toute sa cruauté et toute son ampleur le véritable rôle des partis "de gauche" de la bourgeoisie, comme les "sociaux-démocrates", les "démocrates de gauche" ou les staliniens de toutes sortes. Leur rôle est, à travers un "changement" de dirigeants, de redonner du crédit à l'État capitaliste en entretenant, chez les prolétaires, l'illusion nuisible qu'il existe "des issues à la crise du capitalisme" et "des solutions à leurs problèmes". Cependant, si de nombreux ouvriers conservent encore des illusions sur les partis de gauche du capital, les agissements de ces derniers - qui apparaissent de plus en plus ouvertement en faveur des intérêts du capital et contre les travailleurs - portent en eux un processus d'usure de leur image, de prise de conscience dans la classe ouvrière que ce sont des forces ennemies.

Les luttes prolétariennes se confrontent aussi, bien sûr, de plus en plus directement aux **forces de répression**, sans cesse renforcées, de l'État capitaliste - l'appareil judiciaire, la police, l'armée. Au Mexique, le licenciement de 40 000 ouvriers du secteur électrique, à la fin 2009, fut précédé par l'occupation brutale des lieux de travail par la police fédérale anti-émeutes ; dans l'Espagne

1. La liste est longue, à commencer par les principaux pays européens, des combats ouvriers qui se sont développés ces deux dernières années et leur nombre ne fait que croître sur tous les continents avec l'impasse économique du capitalisme. Pour un suivi plus précis des luttes ouvrières dans le monde, nous renvoyons nos lecteurs aux presses internationales de la Tendence communiste internationaliste et du CCI.

"démocratique" du socialiste Zapatero, la grève "sauvage" des contrôleurs aériens de décembre 2010 a été brisée par la prise en main des aéroports par l'armée. De plus en plus, les manifestations ouvrières se terminent en affrontements avec la police (Grèce, Grande-Bretagne, Inde, Bangladesh, Tunisie, Algérie, Égypte...) qui, loin de ce que les médias bourgeois nous assèment, sont chaque fois moins le produit "d'actions directes" de "petits groupes radicaux" et de plus en plus le fait de la police anti-émeute. En fin de compte, cet aspect est aussi un indice clair de l'aiguïssement du conflit entre les deux classes antagoniques de la société : d'une part, c'est le redoublement des attaques féroces de la classe capitaliste contre les conditions de vie et de travail des prolétaires ainsi que la préparation de cette classe et de son État pour affronter la résistance des exploités ; et d'autre part, se manifestent, de manière plus déterminée et plus large, les efforts de la classe ouvrière pour résister et s'engager dans le combat contre le capital.

Enfin, toute cette ambiance de lutte de classes croissante est méthodiquement et sciemment défigurée par les **médias du capital**, presse, radio, télé, sans oublier internet. Jamais n'ont existé autant de moyens d'information qu'aujourd'hui... mais en même temps jamais la classe dominante n'a utilisé comme aujourd'hui ces moyens pour empêcher que le prolétariat acquiert une idée claire des enjeux actuels, pour empêcher que chaque travailleur se rende compte que, partout, ses frères de classe se lèvent et luttent exactement pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles il est lui-même indigné (le chômage, les attaques directes ou indirectes au travail, les conditions de vie de plus en plus dégradées pour sa famille, l'exploitation et l'oppression croissantes), pour empêcher qu'on se reconnaisse dans ces luttes et que celles-ci continuent à se propager sur tous les continents, en somme pour empêcher que les prolétaires se reconnaissent comme classe avec les mêmes intérêts et les mêmes buts : lutter contre l'exploitation capitaliste.

En premier lieu, il y a **la plus grande censure possible** - tant à échelle nationale que mondiale - sur les luttes prolétariennes. Par exemple, tout le monde a été mis au courant, jusqu'à la nausée, de l'attentat aux États-Unis, à Phoenix, contre la représentante démocrate au Congrès américain. Mais, à l'exception des lecteurs de la presse militante, combien d'ouvriers ont été au courant des grèves aux États-Unis de l'année passée qui ont vu la participation de milliers de prolétaires de différents secteurs ? Ensuite, si on ne peut plus les cacher complètement du fait de leur ampleur, les médias bourgeois **dénaturent** de mille manières les luttes de classe en les présentant comme des situations essentiellement "locales" ou "nationales", ou comme des "réactions égoïstes et irresponsables qui s'opposent aux ajustements que le capital juge nécessaires et profitables à l'ensemble de la population" ("réductions des dépenses d'Etat" ou "assainissement des entreprises" qui, soi-disant, rendent indispensables la baisse des salaires, les licenciements massifs ou la réduction des retraites) ; ou

bien en les présentant comme des actions de "petits groupes extrémistes" ou comme des réponses à des gouvernements "corrompus" qu'il suffit de changer pour ramener le calme. Le comble du cynisme est l'affirmation fréquente selon laquelle les ouvriers en lutte sont des "privilegiés" qui, "égoïstement", prétendent conserver leurs conditions de vie au détriment du reste de la population !

Les conditions sont réunies pour que la lutte des classes continuent à se développer

Dans cette situation où les médias essaient par tous les moyens de cacher ou de minimiser les luttes, ou de noyer le fait que celles-ci obéissent aux mêmes causes fondamentales, ce qui rend plus difficile la prise de conscience des ouvriers qu'ils ont des intérêts et des objectifs communs, **le surgissement simultané de larges mouvements de lutte** sur tous les continents devient encore plus significatif.

Deux faits d'importance historique sont à la base de cette situation. Premièrement, les attaques généralisées et chaque fois plus brutales et directes contre les conditions de vie et de travail que le prolétariat et les autres classes exploitées subissent de la part de la classe capitaliste du fait de l'enfoncement inexorable du système capitaliste dans la pire chute dans la crise économique de son histoire. Il est de plus en plus évident que tous les efforts de la bourgeoisie de tous les pays et de tous les secteurs pour "se sauver" ou "se remettre" de la crise, ont justement pour fondement d'exploiter, jusqu'à la dernière goutte, la force de travail, et cela par tous les moyens indirects et directs qu'elle a à sa disposition. Par exemple, le "transfert de fonds" de l'État - à commencer par celui de la première puissance mondiale - pour "sauver" les grandes banques et les grandes industries consiste, de fait, à faire payer ce "sauvetage" par les travailleurs via l'explosion du chômage, des augmentations d'impôts et la réduction du salaire direct et indirect (c'est-à-dire le budget de l'État dans la santé, l'éducation et autres services). Et cela arrive dans tous les pays du monde, tant dans les plus grandes puissances capitalistes que dans les pays les plus petits et faibles. **C'est cette charge généralisée du capital contre le prolétariat qui est à la base du surgissement simultané d'une multitude de foyers de lutte de résistance au niveau mondial.**

En outre, il est de plus en plus évident que la supposée "sortie de la récession" de 2010 se révèle clairement pour ce qu'elle est : un mensonge et, pour le moins, une illusion. Pour tenter de justifier cela, les médias bourgeois cherchent à faire croire que c'est la faute au ralentissement de la "reprise" aux États-Unis, ou que c'est la responsabilité de plusieurs pays d'Europe dont les finances publiques s'effondrent. Selon l'aire économique ou le pays où ils se trouvent, les médias alertent contre les "risques" croissants d'une nouvelle et prochaine "rechute économique" dont la cause serait "l'irresponsabilité" du pays d'en face. Derrière cette guerre médiatique, on trouve l'aiguïssement de la guerre commerciale et

financière entre les différents "blocs" de bourgeoisies nationales (en premier lieu, bien que pas seulement, autour des États-Unis et de la Grande-Bretagne contre l'Euro-zone).

Mais en plus, à cette "roulette russe" à laquelle se livrent les forces capitalistes mondiales se rajoute aujourd'hui un élément supplémentaire d'aggravation de la crise : l'inflation. Nous allons assister, dans les prochains mois, à une période d'augmentation généralisée des prix, à commencer par les prix de l'énergie et les produits de première nécessité ; c'est déjà ce qui a été l'étincelle qui a déclenché plusieurs des révoltes récentes (Tunisie, Algérie, Égypte, Chili...).

En somme, l'aiguinement de la crise et, avec elle, celle des conditions matérielles font que continuent à se multiplier les luttes de résistance des exploités, lesquelles tendent non seulement à se maintenir mais aussi à devenir chaque fois plus larges et profondes.

Il y a un deuxième fait, lui aussi d'importance historique, qui se manifeste, à l'échelle internationale et sur une période prolongée, dans ce que Rosa Luxemburg a appelé la "grève de masses" ; c'est ce que l'on perçoit aujourd'hui dans **la volonté de se défendre et l'inclination à la lutte au sein du prolétariat** ; c'est-à-dire, l'existence à la fois des facteurs "objectifs" et des facteurs "subjectifs" favorables à l'élargissement et à l'approfondissement du combat prolétarien contre le capitalisme.

D'une part, on peut apprécier l'apparition d'un penchant à la "contagion", c'est-à-dire à **l'apparition d'une tendance à l'extension internationale des luttes**. A partir des luttes en France, les travailleurs d'autres pays d'Europe (Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Belgique...) se sont aussi lancés dans la bataille en sachant que les attaques du capital sont du même type partout. Plus récemment, le mouvement social qui a embrasé la Tunisie durant un mois a servi d'exemple et de détonateur aux manifestations massives qui ont secouées les autres pays du Maghreb, et cela pour les mêmes raisons : l'augmentation des prix des biens de première nécessité. En même temps, et de nouveau malgré les obstacles que met en avant la bourgeoisie - en particulier, le contrôle syndical dont une des tâches est de maintenir les revendications et les luttes ouvrières divisées -, on voit également, dans les luttes, des **débuts d'expressions de solidarité entre travailleurs de différents secteurs** (même au niveau international), ce qui signifie que la base pour une future unification des revendications et des objectifs des luttes existe.

Ce qui est tout aussi remarquable dans les luttes actuelles, c'est que la colère et la **combativité ne cessent de croître**. L'action des forces policières de l'État capitaliste, dont l'objectif est de "dissuader", c'est-à-dire de terroriser et de réprimer les luttes, s'est transformée, dans différentes occasions, en son contraire : un stimulant poussant les ouvriers à sortir dans la rue afin de protester massivement contre les gouvernements. La situation

exceptionnelle des révoltes violentes et massives en Grèce, il y a plus d'un an, tend maintenant à se reproduire dans différents pays : la Grande-Bretagne, la Tunisie, l'Inde, l'Égypte...

Il faut aussi relever l'existence d'une **tendance à la "politisation"** des luttes dans le sens où les manifestations face à l'aggravation des conditions économiques laissent chaque fois plus la place à des contestations ouvertes contre l'État et ses plus éminentes représentations. De façon évidente, cette "politisation" est pour le moment récupérée et mise à profit par les partis bourgeois "d'opposition" eux-mêmes. Elle n'en exprime pas moins, cependant, une tendance, chez les prolétaires, à prendre conscience que la réponse à apporter à l'aggravation de leurs conditions de vie ne se trouve plus simplement au niveau de l'entreprise ou de la corporation, c'est-à-dire au niveau local et "économique", mais qu'elle doit être plus "générale", "globale" et donc aussi "politique".

Finalement, il faut souligner le fait qu'avec les mouvements de lutte s'accélère aussi le **surgissement de minorités de prolétaires d'avant-garde** qui cherchent à aller au-delà des luttes immédiates, qui s'interrogent sur les causes des défaites, qui cherchent à se réunir et à s'organiser pour préparer, dans les meilleures conditions, les luttes de demain, à faire qu'elles ne soient pas déviées ou récupérées par les forces du capital et qu'elles aillent dans le sens du "véritable changement" qu'est la mise à bas du capitalisme ; en somme, des minorités en recherche d'une alternative et d'un engagement révolutionnaire. Par exemple, la défaite des mobilisations en France contre la réforme des retraites a laissé une multitude de petites "assemblées" de travailleurs où les éléments de ce type, avec des militants de diverses organisations politiques, discutent sur les perspectives d'organisation et de lutte. Une ambiance similaire existe ailleurs. Cela se reflète dans l'augmentation de correspondance, de discussion et de contacts des groupes révolutionnaires.

C'est en regroupant leurs forces que les communistes pourront jouer pleinement leur rôle dans la classe

Toute cette situation ouverte, que nous définissons comme la "grève de masses", **rend encore plus indispensable et urgente l'intervention des minorités révolutionnaires au sein de leur classe**, notamment celle des groupes et militants de la Gauche communiste.

Bien sûr, un aspect des campagnes idéologiques de la bourgeoisie contre les prolétaires (auxquelles participent même des groupes qui s'auto-proclament "révolutionnaires" comme les anarchistes par exemple), est de semer la méfiance des ouvriers envers les groupes politiques véritablement révolutionnaires et communistes afin qu'ils apparaissent comme "extérieurs", "étrangers" et même "dangereux" aux yeux de la classe ouvrière. C'est la raison pour laquelle nous ne cessons d'insister sur le fait

que les groupes révolutionnaires, notamment ceux de la Gauche communiste, sont, au contraire, **une partie de la classe elle-même**, celle qui est "la plus consciente et la plus déterminée" ; qu'ils sont simplement - comme le dit le Manifeste communiste de 1847 - ceux qui "*mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat*" ; ils sont "*la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien*" ; et leurs objectifs sont : "*constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat*".

Dans ce sens, il est d'abord indispensable que, dans cette période, les minorités révolutionnaires **mettent en avant les intérêts communs de classe qui résident dans les luttes qui surgissent partout**. Leur tâche n'est pas seulement de "diffuser l'information" ni non plus d'appeler simplement à la lutte, mais avant tout d'impulser les tendances vers l'extension et l'unification des luttes au-delà de toute division sectorielle ou nationale qu'essaie d'imposer la bourgeoisie. **Il s'agit de souligner leur essence commune comme parties d'un mouvement de l'ensemble de la classe ouvrière, d'un mouvement dont les causes et les buts historiques** - de l'État capitaliste et la prise du pouvoir par le prolétariat à l'échelle internationale - **sont les mêmes**.

En même temps, il est indispensable que les révolutionnaires assument leur tâche de transmission de l'héritage des expériences de luttes du passé qui est entre leurs mains tout comme la théorie révolutionnaire - le marxisme -, de telle manière que les prolétaires puissent

en bénéficier dans leurs combats actuels. De cette manière, non seulement les révolutionnaires contribuent à augmenter la capacité de l'ensemble du prolétariat à se défaire des mystifications et des pièges que la bourgeoisie lui tend à chacune de ses luttes mais surtout ils contribuent de manière décisive à la prise de conscience de classe du prolétariat de ses intérêts et objectifs révolutionnaires et de la nécessité et possibilité de les réaliser.

Finalement, les révolutionnaires ont aussi la tâche impérieuse de transmettre toute l'expérience de la classe accumulée en matière d'organisation et spécialement celle qui découle de la période révolutionnaire du début du 20^{ème} siècle ; expérience qui a mené au triomphe de la révolution prolétarienne en Russie et à la vague révolutionnaire internationale qui a fissuré l'édifice capitaliste et a menacé de le mettre à bas pour toujours.

Aujourd'hui et encore plus demain, le surgissement de prolétaires d'avant-garde en recherche d'une cohérence, d'un engagement militant et d'une organisation révolutionnaire, impose en particulier aux groupes et éléments actuels de la Gauche communiste la responsabilité majeure de débroussailler le chemin qui conduit à la construction du nouveau parti communiste mondial. Et sur ce chemin, les forces communistes actuelles se doivent d'abord de dépasser la dispersion politique et organisationnelle qui les caractérise et **s'engager résolument, dès aujourd'hui, dans un processus de rapprochement et de "regroupement"**. Elles doivent passer par là si elles veulent être à la hauteur de la situation et assumer les responsabilités pour lesquelles le prolétariat les a faites surgir.

Janvier 2011.

* * *

Luttes prolétariennes massives en Afrique du Nord et au Moyen-Orient : Oui à la lutte des classes ! Non au piège démocratique !

Manifestations de rue de centaines de milliers de travailleurs, assemblées permanentes sur les places, grèves générales, affrontements avec les forces répressives, luttes massives, de véritables soulèvements prolétariens se sont déchaînées ces dernières semaines notamment dans plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Cette situation est maintenant l'expression la plus patente de l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme. Sa chute inexorable dans la **crise économique** et la dégradation vertigineuse des conditions de vie et de travail du prolétariat qui l'accompagne engendrent l'éclatement et la généralisation de la **lutte des classes** dans le monde entier.

Contrairement à ce que veulent encore nous faire croire les médias de la bourgeoisie, les luttes dans ces pays ne sont pas déterminées par des causes "locales" ou "régionales" du fait d'un "pouvoir autoritaire", d'une "lutte entre groupes religieux" ou d'un "désir de plus de démocratie". Les médias peuvent difficilement cacher que **la véritable origine de ces luttes massives se trouve dans la situation que vit la classe prolétarienne et les autres exploités ici comme dans tous les pays du monde**.

Les luttes dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient confirment de manière éblouissante l'ouverture d'une

"grève de masses" à échelle mondiale² et en révèlent de nombreuses caractéristiques que nous verrons sûrement se développer dans le futur.

En Égypte notamment, le soulèvement **général** a surgi "d'en bas", du prolétariat, de manière spontanée et généralisée. En quelques semaines, les grandes villes d'Égypte, Le Caire, Luxor, Suez, Alexandrie... ont vécu des journées de manifestations et de protestation contre le chômage, les hausses des prix et contre le gouvernement auxquelles ont participé des centaines de milliers, parfois de millions de travailleurs ; des manifestations qui se sont transformées en assemblées permanentes sur les places principales des villes, accompagnées de grèves dans tous les secteurs qui se sont converties en une grève générale qui a paralysé l'activité économique du pays - ce que les médias bourgeois se gardent bien de dire. Face aux tentatives de répression du gouvernement par la police (tant en uniforme qu'en civil) et à ses vagues promesses de "réformes", le mouvement s'est généralisé à tout le pays jusqu'à la démission du "dictateur" et se poursuit encore actuellement³.

Non seulement autour de la Méditerranée mais partout s'étend la compréhension qu'il y a un lien, une continuité, les mêmes causes et objectifs entre les luttes en Grèce et en Tunisie, en Tunisie et en Égypte, entre celles de l'Afrique du Nord et celles de l'Europe occidentale, donc entre celles de "la périphérie" et celles du "centre" du capitalisme. Dans le monde entier, le courage et l'envie de se lancer dans la lutte grandit. C'est ce sentiment **d'identité de classe internationale** qui resurgit au sein du prolétariat, celui que la bourgeoisie au moyen de ses médias essaie d'endiguer en présentant chaque situation comme "particulière", comme "nationale".

Si la bourgeoisie et ses médias parlent maintenant du "triomphe de la révolte populaire", et même d'une "révolution triomphante" en Égypte, c'est précisément pour occulter qu'en réalité, il n'y a pas eu de "triomphe" et encore moins de "révolution". Les attaques contre les conditions de vie des travailleurs vont continuer et l'Etat capitaliste qui garantit l'exploitation des salariés est resté intact.

Mais en plus, la bourgeoisie a maintenant commencé à sortir de sa manche **une de ses cartes les plus fortes pour essayer de diviser, d'épuiser, de dissoudre et finalement de faire échouer le mouvement en cherchant à le dévoyer de son terrain de classe vers une lutte suicidaire "pour la démocratie"**. Ainsi, elle a rapidement encouragé "l'opposition" avec le retour d'El Baradei, des Frères musulmans et d'autres forces bourgeoises qui, avec l'armée, commencent à préparer une **"transition vers la démocratie"** qui, évidemment, est appuyée par toute la bourgeoisie mondiale, Obama et Merkel en tête.

Cela est une autre leçon dont le prolétariat devra se souvenir et se réapproprier : selon les nécessités de la bourgeoisie et de la lutte des classes, l'Etat capitaliste peut changer de figure. Il peut se présenter sous la forme d'un gouvernement "dictatorial", "militaire", "démocratique", "religieux et autocratique", "fasciste" et même "socialiste", mais **l'Etat capitaliste n'en continue pas moins à être l'instrument qui garantit le maintien du régime d'exploitation du travail salarié**.

Les ouvriers en grève d'Égypte n'ont pas tardé à s'en apercevoir : dès le lundi 14, l'armée égyptienne les menaçait de répression si les grèves ouvrières, qui touchent les principaux secteurs de l'économie du pays et qui se maintiennent malgré la chute de Moubarak, ne cessaient pas. C'est pourtant bien cette voie que les prolétaires doivent continuer à suivre. C'est le seul moyen pour qu'ils puissent arracher quelques revendications qui limiteront l'aggravation inéluctable de la misère et de leur exploitation. C'est le seul moyen et le seul terrain qui leur permettra de faire face à la répression que les "nouveaux" États démocratiques préparent. C'est le seul moyen et le seul terrain qui puissent leur permettre d'entraîner derrière eux toutes les couches exploitées de la société. C'est aussi le seul moyen et le seul terrain qui puissent permettre à l'ensemble des prolétaires du monde, en particulier dans les centres historiques du capitalisme, de se reconnaître dans leur mouvement et de s'en inspirer pour développer encore plus leurs propres luttes et affirmer ainsi la seule solution à la misère et à la barbarie capitaliste : la destruction des États capitalistes et l'instauration d'une société sans exploitation et sans classe.

Oui à la lutte des classes ! Non au piège démocratique !

15 février 2010

² cf. l'article qui suit dans ce bulletin.

³ Depuis le début du mouvement et surtout ces deux dernières semaines, des grèves massives ont secoué les secteurs des transports, des banques, du pétrole, du textile et même les médias officiels et divers organismes gouvernementaux. Si, aujourd'hui (à la mi-février), la junte militaire qui a remplacé Moubarak est clairement menaçante vis-à-vis des ouvriers en lutte, c'est parce que leurs grèves paralysent l'économie capitaliste et que certaines touchent directement l'Etat bourgeois.

Lutte pour le regroupement des communistes

Nous publions ici une contribution importante des camarades des CIK qui est suivie de notre réponse. Le débat porte sur l'état de la Gauche communiste actuelle qui, selon certains qui se situent dans une démarche ouvertement anti-organisation et anti-parti, serait en faillite depuis 30 ans. La conclusion logique de ce constat amène à se prononcer pour la dissolution des organisations de cette Gauche, en particulier du Courant communiste international et de la Tendance communiste internationaliste (ex-BIPR). C'est ce que tout un milieu de type conseilliste appelle de ces vœux et que quelques-uns proclament maintenant ouvertement – au moment même où la lutte des classes s'intensifient comme jamais depuis des décennies et requiert justement encore plus la présence et l'intervention la plus large et la plus unie possible de cette Gauche communiste.

Les camarades des CIK, en se prononçant sur le texte de la revue Controverses (militants qui ont quitté volontairement le CCI il y a peu) qui déclare cette faillite, hésitent entre cette option qui aboutit à appeler à la nécessaire dissolution des organisations communistes et notre défense intransigeante de ces mêmes organisations tant de leur existence formelle que de leur héritage théorico-politique.

Nous appelons tous les communistes convaincus à intervenir dans ce combat pour la défense de la Gauche communiste, et en premier lieu ses principales organisations, pour contrer la nouvelle tendance liquidationniste.

La Fraction de la Gauche communiste internationale.

Contribution à un état des lieux de la Gauche Communiste Internationale (les Communistes internationalistes-Klasbatalo)

Récemment, les communistes internationalistes – Klasbatalo!, anciennement connu sous l'acronyme CIM, ont eu la chance de rencontrer leurs camarades de la Fraction de la Gauche Communiste Internationale. Cette rencontre a non seulement été des plus fructueuses, fraternelles, et positives, mais a également permis de clarifier nombre de difficultés auxquelles les forces du Milieu Politique prolétarien sont confrontées depuis quelques années. Entre autre chose fut abordée la nécessaire question du regroupement des organisations se réclamant de la Gauche Communiste face aux derniers départs – ou scissions – qui eurent lieu au sein à la fois de la TCI, du CCI, du PCI, et de la FICCI. Ce problème qui accable l'ensemble des groupes issus du Milieu Politique prolétarien, ou camp prolétarien, ne semble pas sur le point de se résorber, bien au contraire. La plupart des groupes issus de ce courant se replient de en plus sur leurs positions, sans aborder l'ombre d'une discussion avec d'autres groupes issus du même héritage, quand ils ne délittent pas carrément leurs positions pour se rendre plus accessible à d'autres groupes portant l'épithète « Internationaliste ». La réponse produite à la fois par *Controverses* et la FGCI à ce sujet (respectivement, annexe 1 et annexe 2), réponse quelque peu divergente, explique relativement bien la situation dans laquelle nous patageons en tant que courant⁴.

⁴Par ailleurs, même si les divers corps de la Gauche Communiste sont moribonds, certains de ceux-ci semblent « victimes » de spasmes qui laissent entrevoir la volonté d'un dernier effort pour briser l'isolement en vue probablement de transmettre leur héritage (la moyenne d'âge des camarades ayant sensiblement augmenté), afin de reprendre la voie des discussions. Notons d'emblée à ce sujet que le Parti Communiste International (Le Prolétaire), dans les dernières organisations importantes issues de la Gauche Communiste, a toujours su répondre à nos courriels de la façon la plus honnête et la moins contournée, même si la plupart du temps cela s'avérait une fin de non-recevoir de la part de

Aussi, comme il est normal lors de l'affûtage d'une discussion tranchante, quelques désaccords ou incompréhensions de parts et d'autres, incluant même à l'intérieur de notre groupe, furent observés sur la question du Bilan des trente dernières années qu'a vu dérouler notre héritage. Les deux textes présentés en annexe, qui font l'état des lieux de l'ensemble des groupes se revendiquant de l'héritage gauche communiste – et qui arrivent à des conclusions forts différentes – sont à l'origine de ces divergences.

Les textes *Il est minuit dans la Gauche Communiste* du groupe *Controverses*, et *le camp prolétarien a-t-il définitivement fait faillite?* produit par la FGCI, représentent ces deux textes aux positions à-priori opposées. C'est donc dans un souci de clarification politique que nous nous sommes donnés pour mandat de répondre aux deux groupes en tentant – à supposer qu'il soit possible de le faire, ce que nous pensons – de les concilier. Car, aux premiers abords, ces deux positions semblent irréconciliables : deux fins de non-recevoir (le bilan de *Controverses* se veut d'ailleurs « sans appel car il se fonde sur des éléments matériels et objectifs que tout un chacun peut facilement vérifier (annexe 1) »).

Nous assistons, par ces deux analyses, à un bilan tranché du groupe *Controverses* et à une réponse au bilan toute aussi tranchée de la part de nos camarades de la FGCI. Pourtant, après maintes discussions, il nous semble qu'une synthèse soit non seulement nécessaire pour l'ensemble des groupes qui se situent directement sur le

celui-ci, véritable blindé gardant ses positions intransigeantes. La critique récente de nos positions de base est un premier pas dans cette direction. Voilà déjà pour le PCI et voilà déjà aussi pourquoi selon nous l'heure est à baisser les boucliers et à reprendre la voie des contacts et discussions entre nous.

terrain de classe mais également possible. De fait, comme c'est souvent le cas dans notre courant, les réponses de parts et d'autres se révèlent bien souvent binaires et pauvres d'explications approfondies.

Notons au préalable que le texte que nous produisons aujourd'hui se veut avant tout la critique des deux articles présentés ci-haut; cependant, puisque le marxisme se veut un corpus théorique dialectique, et une vue d'ensemble la plus large possible qui ne se confine pas à l'étude des particularismes, le présent document de notre part se veut également et inmanquablement une critique à froid du groupe *Controverses* et de la FGCI. Aussi, le débat autour de ces deux textes résume une discussion que nous avons eu au sein des CI-K en vue d'un document résolutoire; d'un positionnement théorique face à la tendance actuelle de repliement sur soi – ou de liquidation des positions programmatiques – des groupes du camp prolétarien et vers lequel les CI-K devait converger en pratique. Par la suite, cette discussion a été menée également avec nos camarades de la FGCI.

Préserver à tout prix l'organisation?

D'entrée de jeu, le texte de *Controverses* se veut un questionnement par rapport à la nécessité ou non de préserver à tout prix des organisations qui ne répondent plus forcément aux circonstances qui les ont vu naître; qui ne sont plus synchronisées – pensent *Controverses* – sur « l'évolution du rapport de force entre les classes ». En effet, en prenant Marx et Engels comme point d'appui, le texte se veut implicitement un appel à saborder les trois principales organisations actuelles de la GC : le Courant Communiste International, la Tendance Communiste Internationaliste, et le Parti Communiste International (Le Prolétaire – bordiguiste). Citons ainsi le texte de *Controverses* :

"Comme le surgissement et la disparition des organisations révolutionnaires dépendent très étroitement de l'évolution du rapport de force entre les classes, et que l'exacerbation des conditions objectives et subjectives à la base des mobilisations ouvrières se déploie sur un laps de temps relativement court, Marx et Engels concevaient que l'existence de ces organisations était temporaire, intrinsèquement liée aux flux et reflux des luttes".

C'est effectivement comment Marx et Engels voyaient la mise sur pied et la disparition des organisations politiques dont se dotait le prolétariat. Loin de s'agiter à mettre de l'avant à tout prix des organisations de classe, tel un Don Quichotte combattant ses moulins à vent, Marx étudiait constamment le cours historique des luttes afin d'y voir surgir les éléments desquels émergeait la théorie; pour que celle-ci transforme la prise de *conscience en soi* du prolétariat en prise de *conscience pour soi*. Au demeurant, Marx ne cherchait pas la confrontation de classes à tout prix. Le prolétariat est un corps social qui s'épuise et est appelé à se décourager dans l'agitation de luttes vaines et promises à l'échec. L'Histoire a démontré que les organisations politiques dont se dote la classe

prolétarienne sont les plus fécondes quand elles répondent à la nécessité de se regrouper, de s'organiser, de développer plus en avant l'analyse du cours historique des luttes.

L'organisation qui subsiste après avoir vu différentes luttes prolétariennes, avec une forte potentialité de rupture dans son rapport de classe, sans jamais avoir su y intervenir pour y insuffler le programme communiste avec des mots d'ordre révolutionnaire; cette organisation, disons-nous, ne se trouve plus en phase avec le processus réel qui doit conduire ultimement le prolétariat à établir sa dictature contre l'ordre bourgeois. C'est ainsi, dans le cours ascendant des combats ouvriers, lorsque le capital fait payer sa crise aux producteurs de plus-value (bref lorsque le prolétariat est attaqué), que le rapport dialectique organisation / classe – classe / organisation est à son paroxysme. C'est à ce moment que la lutte produit plus clairement la théorie formulée par l'avant-garde révolutionnaire, dans un rapport constant avec sa classe; théorie qui sera ensuite réinjectée dans la classe et lui permettra de transformer sa *conscience en soi* en une *conscience pour soi*. Dans une lutte aux pointes acérées, il y aura toujours de petits groupes qui se formalisent ça et là et qui sont – à cet instant – plus en phase, plus en lien, avec le processus de la transformation graduelle des luttes. Les soviets ouvriers n'en sont qu'un exemple. Toutefois, ces petits groupes naissants (souvent sans grande expérience organisationnelle) cherchent à briser leur isolement en provoquant la discussion au sein de la classe, discussion qui saura provoquer la réponse d'autres groupes et ipso facto une clarification des réponses programmatiques. À cet instant, le parti est à l'ordre du jour.

Aussi, comme le souligne bien *Controverses* à cet effet : *"(...) l'histoire a systématiquement démontré que, fondamentalement, [les organisations politiques du prolétariat] surgissent tout naturellement au cours des phases d'effervescence sociale et se disloquent lors des périodes de reflux."*

Après le reflux du cours des luttes, lire de l'épuisement du prolétariat écrasé le plus souvent du temps par sa défaite, l'organisation tend à chercher une légitimité à la préservation de son existence. Elle tend alors à s'enfoncer dans des analyses particulières qui la divisent sur des questions de second ordre⁵.

Le fait est que les organisations vont et viennent. Elles surgissent dans l'Histoire et disparaissent. Rappelons que ce ne sont pas les groupes, les organisations, les partis politiques du prolétariat qui font la Révolution mais bien le prolétariat dans son ensemble, en produisant ses avant-gardes politiques en lien – et véritablement synchronisés – avec le cours historique des luttes; ce sont ces organisations qui sauront produire les mots d'ordre et consignes révolutionnaires en dirigeant la lutte générale

⁵ On peut facilement faire un parallèle à cet effet avec le CCI qui semble s'être profondément enfoncé dans la paranoïa et l'autisme organisationnel au cours des dernières décennies.

en ce sens, c'est-à-dire vers une transcroissance des luttes en direction du projet révolutionnaire. La fin d'une organisation qui a été mise sur pied lors d'un flux croissant des affrontements de classes⁶ n'est pas la faillite du programme qu'elle défendait. Tous les acquis théoriques positifs produits au cours de la période – disons ascendante – de production de l'organisation demeurent après son démembrement, et s'inscrivent ainsi dans le programme révolutionnaire enrichi par cette contribution historique; mais à condition que les organisations qui sont un produit de ce démembrement en réclament une continuité historique, ce que ne semble pas enclin *Controverses* à faire présentement. Nous reviendrons sur ce point plus loin dans le texte.

Cependant, avec *Controverses*, nous pensons qu'une organisation s'évertuant à subsister malgré un cours historique défavorable, qui ne produit plus de luttes à fort contenu théorique, risque considérablement de ne plus se comporter – de ne plus agir – en tant qu'organisation révolutionnaire et risque plutôt, dans cette période, de se comporter telle une pathétique secte d'élus. D'avant-garde révolutionnaire, les chances sont fortes pour qu'elle se meuve à présent plutôt en Cabale ouvrière, perdue dans la nécessité absolue de voir surgir LA lutte pouvant soulager ses doutes et lui donner raison. C'est réellement la différence entre une organisation révolutionnaire de prolétaires, et une secte organisée autour du prolétariat : la première cherche à influencer le cours des luttes, est prête à débattre d'erreurs historiques tout en cherchant à dépasser ses propres erreurs historiques, et à ultimement transformer l'histoire; tandis que la seconde cherche tout simplement à se préserver à tout prix dans le temps, en se repliant sur elle-même, attendant je-ne-sais-quoi, la fin de l'histoire?

Jean-Louis Roche, dans son *Histoire du Maximalisme*, est d'ailleurs très direct concernant le Courant Communiste International à cet effet :

« Je regrette que le CCI n'ait pas su mourir à temps, survivant péniblement à ses avaries de fin de siècle. Il serait devenu certainement une vedette comme James Dean ou Guy Debord, au lieu de ce qu'il est, une vieille dame percluse de rhumatismes théoriques, obsédée par de douteuses histoires de sorcières. »

Le ton semble à l'humour mais pose à la fois une question pertinente; celle de savoir si une organisation qui s'évertue à résister vents et marées alors qu'elle ne cesse de subir intérieurement les coups et assauts de l'idéologie bourgeoise ne devrait pas se dissoudre pendant que les acquis qu'elle a produit sont encore à la cime du programme politique de sa classe, et une référence future – dans ses points forts – pour la prochaine organisation du prolétariat⁷. Car, pour pousser encore plus loin le drame

⁶ Affrontement de classes comme c'est la tendance présentement. Nous assistons depuis la crise des subprimes à une attaque en règle de la bourgeoisie contre le prolétariat.

⁷ Comme ce fut le cas par exemple de la GCF et Internationalisme, malgré sa fuite paranoïaque pour préserver ses cadres d'une éventuelle

des organisations au corps malade, *Controverses* souligne l'autisme dans lequel les principales organisations issues de la Gauche Communiste se sont vautrées depuis le début des années quatre-vingts. En réalité, pire qu'une forme d'autisme, ces organisations semblent avoir vécu de véritables épisodes de psychose. En effet, l'autiste ne se rattache plus au monde extérieur, ne tente donc pas de convaincre les autres de la justesse de ces positions (et ne les induit donc pas non plus en erreur), tandis que les organisations qui semblent évoluées dans ce genre de situation continuent d'accorder un profond attachement au monde extérieur – les luttes – qui semblent les confirmer à tout moment, de façon rétroactive, dans la vision qu'elles ont du cours historique... Mais en en déformant malheureusement l'analyse lors de crises passagères qui produisent également les scissions. Ces organisations peuvent ainsi continuer de produire à l'occasion d'excellentes analyses, de tirer des conclusions formidables; mais en général, elles se replient graduellement sur elles-mêmes parce qu'elles sont de plus en plus fragiles et de moins en moins aptes à pouvoir tolérer la critique. De fait, leur dynamisme interne commence à prendre l'aspect des organisations stalinienne appliquant la loi du silence face aux divergences et elles perdent vigueur et dynamisme, de moins en moins capable de produire une théorie vive d'enrichissement programmatique⁸. Les analyses risquent graduellement de se voir bâclées, erratiques, et déconnectées du cours historique réel. D'organisations vivantes et enrichissantes – capables de répondre aux nécessités historiques de la classe et de se lier au cours historique réel des luttes – elles risquent ainsi de devenir de véritables repoussoirs pour le prolétariat comme cela peut sembler être le cas pour le CCI⁹ et la TCI¹⁰ actuellement.

Notons qu'en dépit de la volonté de ses membres de la préserver, en réalité, lorsqu'une organisation disparaît,

troisième guerre mondiale. Le corpus théorique incroyable qu'elle a su produire pendant presque 10 ans ont jeté les bases sur lesquelles s'est édifié le CCI.

⁸ Et passons sur le fait qu'à subsister ainsi, elles heurtent fortement l'environnement duquel elles sont issues et dans lequel elles évoluent, c'est-à-dire notre classe, le prolétariat.

⁹ Le CCI a subi de nombreuses crises au cours des trois dernières décennies qui chaque fois semblent l'avoir considérablement ébranlé. L'affaire JJ est certainement la plus grave de celle-ci. De fait, le CCI est l'organisation qui a enfanté le plus de groupes marginaux depuis trente ans : Le Groupe Communiste Internationaliste (si on peut dire), Perspective Internationaliste, la FICCI, et *Controverses*. Il faut aussi noter que le CCI est de plus en plus silencieux de répondre à ses critiques.

¹⁰ La TCI, du temps du BIPR, a subi plusieurs échecs au cours des dernières années. Rappelons l'affaire des « communistes radicaux d'Ukraine », du LAWV, du départ du Circulo de Comunistas Internationalistas sans même une notice pour expliquer sa disparition de ce groupe membre. Passons aussi sur le silence incroyable dont il a fait preuve concernant l'IOD et sa récente réponse dont le caractère politique cherche encore à émaner. D'ailleurs, n'en déplaise à celle-ci, nous considérons toujours que notre contribution au sein du GIO fait de nous, de façon relative et non pas absolue, une espèce de scission de la TCI : du moins, une sorte de mutation exogène. De toute façon, la TCI semble habile à former des mutants.

c'est malheureusement, et tout simplement, qu'elle n'est plus en mesure de faire face à la conjoncture dans laquelle elle se trouve; et si elle bascule dans le camp de la bourgeoisie, c'est qu'elle n'a pas développé l'expérience et l'intelligence historique requises pour faire face à la conjoncture dans laquelle s'articulent les luttes de sa classe¹¹. Ceci dit, notons encore une fois que seule l'Histoire s'avère apte à prononcer sa dissolution.

Scissions, fraction, et continuité historique

C'est ainsi que nous partageons en partie l'analyse de *Controverses* – et de Marx et Engels – concernant la remise en question sur la nécessité absolue de vouloir préserver les organisations existantes.

Aussi, même si nous saluons les efforts de nos camarades de *Controverses* de vouloir entrer dans un processus de remise en questions et de bilan, nous tenons également à leur rappeler que les scissions et fractions sont un processus de la formation du parti et représentent une filiation historique, dont *Controverses* (et la FICCI entre autre groupe) font partie. Nous partageons en partie la critique de la FGCI lorsqu'elle affirme en s'adressant implicitement à *Controverses* :

« S'appuyant sur le constat immédiat, mais non moins réel, de division et de sectarisme qui frappent les groupes se revendiquant de la Gauche communiste, ces éléments en rupture d'organisation et en quête de "liberté individuelle" affichent ainsi leur rupture - non déclarée, non ouvertement revendiquée - avec les orientations politiques qu'ils avaient pourtant défendues durant parfois des décennies au sein de leur organisation, en l'occurrence pour ces derniers dans le CCI. »

Il nous semble donc, au premier abord, qu'effectivement *Controverses* a claqué la porte du CCI très rapidement, sans apporter plus d'éclaircissement que ce soit devant la classe sur cette question. Pourtant, la Gauche Communiste a toujours revendiqué une continuité historique organisationnelle¹². Le programme politique communiste s'acquiert à force de l'expérience des luttes de notre classe, des organisations qu'elle a vu naître et disparaître; des erreurs, échecs, et dépassement de ses erreurs et échecs. Pour se faire, elle a toujours revendiqué son histoire. Bien sûr, *Controverses* peut toujours nous répliquer :

« C'est cette compréhension – fort tardive, mais absolument nécessaire – qui est à l'origine de notre existence et de notre projet politique : faire prendre conscience de cette crise au sein de la Gauche Communiste et aider à la surmonter. Telle sont les raisons

¹¹ Le trotskisme en est un exemple flagrant en appelant le prolétariat à monter dans la charrette de la bourgeoisie du Front Populaire pour se faire massacrer au nom de la république.

¹² Rappelons comment la GCF et la FFGC clouait au pilori les prétentions de Castoriadis à vouloir innover alors qu'il ne faisait que repiquer les vieux textes de la GCI. D'ailleurs la plupart de la critique de *Controverses* (et de la nôtre), revue sous la lunette de la conjoncture présente, se retrouve aisément dans les vieux numéros d'Internationalisme de 1945 à 1952.

d'être de notre forum et des priorités que nous nous sommes assignées. »

Cependant, ces explications nous laissent sur notre faim.

Pour nous, peu importe que le projet de *Controverses* semblait à la base, dès le départ, un simple forum de discussion de membres ou d'anciens sympathisants (ou tutti quanti) du CCI, un « milieu » qui ne se voulait peut-être pas organisé (mais qui ne pouvait ultimement échapper à l'organisation de par son héritage politique et de par sa façon de concevoir l'histoire); peu importe, donc, ses réclamations, notre critique demeure la même : il faut revendiquer son héritage organisationnel!¹³

En ce sens, maintenant, qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire pour un groupe qui est issu d'une organisation qu'il a défendue durant plus de X années¹⁴ et qui claque la porte d'une telle façon? N'aurait-il pas été possible de faire prendre conscience de cette crise à travers l'organisation même qui l'a vu naître? N'aurait-il pas été préférable d'au moins essayer de s'organiser en fraction à l'intérieur du CCI pour se faire entendre, avant de prendre le large? Camarades, voyez le flou des questionnements pour la petite minorité révolutionnaire que nous constituons : imaginez maintenant ce que cela peut représenter pour l'ensemble du prolétariat qui n'a pas la même connaissance historique que vous, que nous.

Camarades, en effet, nous pensons que vous serez d'accord avec nous : l'organisation n'est pas une entreprise qu'on quitte et qu'on ouvre à sa guise selon son bon vouloir, sans plus d'explication. Pour la classe prolétarienne, cette façon de faire soulève doutes et questionnements. Si *Controverses* a quitté le bateau parce qu'il lui semblait trop « vieux », peut-être plus tellement en capacité de répondre au fort courant des luttes qui s'annoncent, alors son devoir n'était-il pas d'appeler à dissoudre l'organisation pendant qu'il était encore membre du CCI, histoire d'échapper des membres avant qu'ils ne se noient? Car c'est ce que fait *Controverses* présentement : il appelle à mettre un terme à la longue vie du CCI... Mais il le fait de l'extérieur de l'organisation en érigeant sa petite tente dans la nature du camp prolétarien, comme si c'était une franchise fluorescente du CCI. On cherche la continuité historique dans sa presse, sur son site, et elle nous apparaît floue. On cherche à comprendre qui vous êtes, et nous ne trouvons pas clairement¹⁵. Pour

¹³ On se souvient qu'ils ont signé un document « pro-révolutionnaire » de Perspective Internationaliste, dont le contenu était complètement opportuniste, avec tout un tas de groupes qui n'ont rien à battre de l'héritage programmatique marxiste.

¹⁴ Les principales organisations présentes issues de la GC ont toutes su se préserver malgré un cours historique difficile durant les dernières décennies. Les luttes de classes sont l'oxygène de la l'organisation. Sans cet élément, c'est un reflux théorique auquel on risque d'assister.

¹⁵ Lorsque nous, feu les communistes internationalistes de Montréal, avons démissionné du GIO, nous avons expliqué les raisons de notre départ, même si nous n'étions que des sympathisants fortement actifs. Peu importe si nous n'avions pas l'énorme bagage théorique de la GC, c'était notre rôle d'entrer en communication avec les autres groupes, d'expliquer la situation : même si nous avons alors été targué de semer la confusion (au contraire selon nous), de mener des 'petty

Klasbatalo, il est impératif que des explications plus larges aient lieu, et que *Controverses* affiche plus clairement son passé. On ne laisse pas le prolétariat dans une telle confusion suite à une scission, une fraction, ou une expulsion.

Marc Chirik écrivait à cet effet : «*Les scissions peuvent être à un certain moment la seule mesure qui s'impose pour sauvegarder au prolétariat son organisme de classe, son organisation politique. Pour que des scissions ainsi comprises aient lieu, cela ne peut et ne doit, en aucune façon, dépendre de la volonté et des caprices des personnalités mais exprimer une nécessité politique, se manifestant par des divergences programmatiques principales parvenues à leur pleine maturation, en correspondance avec la situation objective. Unification et scission ne peuvent être examinées en soi mais se relient à la conception générale qu'on a sur la nature du parti. Ceux pour qui la construction du parti est un acte de volonté et non en correspondance avec le processus de la formation historique de la classe, ceux-là opéreront des unifications et des scissions qui seront tout ce que l'on veut mais qui n'exprimeront pas un instant la vie de la classe, parce que se situant hors du processus réel. Aussi ces scissions et ces unifications se produiront dans la pleine nuit politique et n'apporteront aucun élément, aucun acquis, aucune expérience susceptibles d'être utilisés dans la lutte de classe et dans l'élaboration du programme de cette lutte.* »

C'est suivant Marc Chirik – principal maître à penser du CCI – que, selon nous, *Controverses* devrait débiter l'élaboration de son bilan afin de dépasser l'organisation qui l'a vu naître. Nous pensons qu'effectivement la tâche de l'heure pour les petits groupes en marge d'organisations de la Gauche Communiste, pour les fractions et scissions issues de ces organisations du Milieu Politique prolétarien, est d'œuvrer à se regrouper autour de discussions programmatiques de premier ordre, d'échanger et de débattre en vue d'un regroupement politique synchronisé sur le cours historique ascendant dans lequel le prolétariat trempe actuellement. Notre tâche devrait être une interpellation mutuelle sur les questions de fond en vue de voir se détacher les éléments étrangers au programme internationaliste du prolétariat et afin par le fait-même, de se développer lentement en un corps politique organisé, capable de s'articuler dynamiquement autour des luttes que mène notre classe pour y injecter à petit feu son programme. Encore Chirik :

«*Dans le présent, les révolutionnaires ne peuvent échapper à cette sclérose sectaire qu'en tendant au maintien et au développement de liaisons entre les groupes révolutionnaires de tous les pays, en entretenant les discussions les plus larges et les plus publiques, en bannissant l'esprit de tabou dogmatique, afin que l'esprit de critique vienne continuellement balayer la poussière accumulée et vivifier la pensée. Il n'y a pas d'autres voies*

debat'. Entendu que nous avons fait des erreurs : mais qui en travaillant n'en commet aucune ?

de salut et il ne saurait exister de garantie absolue a priori. »

Lorsqu'une organisation perd un membre de la façon la plus brutale soit-elle, ou lorsqu'une scission se produit au sein d'une organisation, le devoir de ces deux organes nouvellement allégés est d'expliquer le comment du pourquoi à la classe, de mener une discussion ouverte devant celle-ci.¹⁶

Et c'est aussi pourquoi nous ne concevons pas forcément qu'il faille présentement s'unir – lire se regrouper – spécifiquement autour d'une organisation issue de la Gauche Communiste comme le sont la Tendance Communiste Internationaliste, le Courant Communiste International, ou le Parti Communiste International. Ces organisations agissent telles trois forteresses et pointer en direction d'une seule en proclamant aux minorités révolutionnaires (et se faisant au prolétariat) : « en avant » nous semble complètement a-historique et n'aide en rien à éclaircir les déboires de la GC, ni non plus son programme ultime qui est celui du renversement de la société bourgeoise. Ce n'est pas le temps de semer la confusion mais de l'extirper même si cette façon de procéder peut s'avérer un travail long et pénible.

Se regrouper, certes, mais comment ?

Nous saluons fraternellement le travail de nos camarades de la FGCI (et de l'ancienne FICCI) qui tentent depuis plusieurs années déjà au redressement du CCI, tout en appelant les forces de notre courant à se regrouper autour d'une organisation; mais nous divergeons cependant de leur méthode qui cherche à « octroyer » immédiatement le « contrat » du pôle de regroupement à la Tendance Communiste Internationaliste comme s'il s'agissait de l'entreprise la plus basse soumissionnaire d'erreurs et de régression programmatique.

De plus, pourquoi fermer la porte aussi rapidement à un groupe tel que *Controverses* plutôt qu'en faire une critique fraternelle? Mentionnant encore une fois *Controverses*, la FGCI écrit :

«*Ils renoncent à la lutte pour le regroupement de la Gauche communiste, c'est-à-dire qu'ils refusent et même renoncent à la confrontation des positions politiques réelles qui sont exprimées et défendues par les groupes les plus anciens et importants, en particulier dans leur presse et intervention. Ces gens-là préfèrent bavarder dans des réseaux ou pire dans des "structures" informelles où l'on entre et l'on sort quand on veut et où chacun, comme dans les "auberges espagnoles", propose ou reprend, selon son humeur, sa pauvre "production".*»

¹⁶ À ce sujet, nous renvoyons aussi le lecteur à la récente scission de la TCI avec l'Instituto Onorato Damen. Non seulement la TCI a-t-elle tardé à répondre à cette scission mais il nous semble qu'elle y ait été contrainte par la force des choses. Aussi nous dit-elle dans sa mise au point : «*Nous avons décidé de ne pas commenter la naissance de cet institut afin d'éviter des polémiques inutiles.* » Mais quelle polémique peut-elle être plus utile que d'expliquer un évènement d'une telle importance que celui qui mène à une scission ? À quoi rime cette omerta de la part de nos camarades italiens ?

Il nous semble que c'est jeter l'anathème très rapidement, trop rapidement. Le temps est à la discussion, à l'ouverture des débats, aux critiques dures, certes, mais fraternelles. Les divergences autour de questions de second ordre n'empêchent pas forcément un travail commun, même s'il peut sembler l'alourdir dans le processus. En réalité, elles font partie du processus dialectique si cher aux marxistes. Qui plus est, comme ont pu le constater nos camarades de la FGCI, récemment, *Controverses* a su arrêter de produire son bilan pour intervenir directement dans la lutte contre la réforme Sarkozy qui a lieu depuis quelques semaines déjà avec un tract fort dynamique diffusé dans les mouvements en France. Et il a su en produire un second diffusé en Belgique, tout aussi pertinent. D'un forum libre et indépendant au départ, *Controverses* a su s'inscrire dans le processus réel des luttes en tant qu'organisation ! C'est peu dire, selon nous, l'intérêt que nous devons accorder à ce groupe présentement.

Aussi, nous pensons à contrario de nos camarades de la FGCI que le groupe *Controverses*, malgré peut-être ses difficultés à reconnaître son héritage programmatique CCiste, cherche tout autant que la FGCI au regroupement des forces issues de la Gauche Communiste. Plus important encore, nous pensons qu'il s'agit de notre devoir, en tant que groupe qui se revendique de l'héritage de Bilan, de la GCF, et des acquis du CCI, d'ouvrir une discussion avec celui-ci et en appelons nos camarades à faire de même, de la même façon que Chirik prenait contact avec tous les camarades de la GC en 1968. Nous divergeons donc grandement sur leur interprétation du groupe *Controverses*. Il n'est pas l'heure d'envoyer paître des militants ou des groupes avec lesquels nous partageons une analyse programmatique !

Par ailleurs, cela fait quelques années que nous entretenons d'excellents contacts avec la FICCI (d'ailleurs elle aussi scissionnée dernièrement), et nous ne cachons pas notre sympathie à leur égard, que ce soit la nouvelle FGCI ou la FICCI (qui ne semble plus très active malheureusement). En ce qui nous concerne, nous pensons qu'il s'agit d'un des groupes les plus sérieux avec une des plus grandes volontés à la discussion et à la clarification programmatique. Nous n'avons pas l'expérience historique de la plupart des groupes du Milieu Politique prolétarien, mais la Fraction (la FICCI unie) a su ouvrir un échange avec nous, en sachant très bien nous critiquer durement lorsqu'il était nécessaire de le faire. De notre côté, nous avons su digérer ces critiques – en gardant toujours en vue la méthode dialectique, processus cognitif de la lutte de classe – tout en continuant une correspondance fraternelle avec ceux-ci. Elle a aussi su nous empêcher de glisser vers des voies de garage, dans notre désespoir à vouloir à tout prix briser l'isolement, à regrouper autour de nous, à s'activer dans notre classe. Effectivement, aucun groupe n'est à l'abri d'erreurs et d'errements politiques, surtout dans l'état actuel des choses. Bref, le fait est que la FICCI (les deux scissions) s'est donnée pour mission, tout comme

Klasbatalo, de contribuer au regroupement des forces issues de la GC¹⁷.

Oui mais encore, de quelle façon ? Concernant le sempiternel regroupement autour de la TCI, la FGCI écrit :

« Enfin, dans cette situation du camp prolétarien dans laquelle ces deux premiers courants ("Bordiguisme" et CCI) ne sont plus en capacité de faire face à leurs responsabilités historiques comme pôle de référence et de regroupement, la Tendence Communiste Internationaliste (ex-BIPR), seule organisation qui serait en capacité réelle d'occuper et d'assumer cette responsabilité, tend à n'en pas saisir toute l'importance et toute la signification historique, préférant en rester à ces certitudes immédiates. Certes, cette organisation réussit par moment et en certaines occasions à s'imposer comme ce pôle, au point de regrouper directement autour d'elle - ce que nous saluons et appuyons -, mais elle ne réussit pas à appréhender toute la dimension d'une politique déterminée de "regroupement" autour d'elle, se limitant jumentement à n'en voir la finalité que comme une adhésion immédiate. Du coup, elle tend à sous-estimer, voire à ignorer, les autres courants du camp prolétarien et l'indispensable lutte politique contre les dérives opportunistes qui s'y développent, n'y voyant, à son tour, elle-aussi, que des polémiques stériles. Pourtant combien d'éléments révolutionnaires en recherche de clarification et de cohérence politique - ils seront encore plus nombreux demain avec la crise et les luttes ouvrières inévitables qui se développent - pourraient ainsi se référer et s'orienter parmi les positions et groupes si la TCI assumait toutes les dimensions du rôle que l'histoire lui offre aujourd'hui. Quel pas en avant pour le regroupement ! »

Camarades, pourquoi elle et pas une autre ? Parce qu'on en a décidé ainsi ? Il nous semble qu'au contraire, l'ancien BIPR, de par son simple nouveau nom de « Tendence Communiste Internationaliste » semble avoir politiquement considérablement régressé en s'autoproclamant « tendance » ! On est loin de la clarté ici. N'en déplaisent à nos camarades italiens, la Gauche Communiste n'est pas une tendance mais bien un courant politique produisant des tendances (italienne partidiste, germano-hollandaise conseilliste, française synthétique).

On ne décide pas suivant la simple volonté d'une poignée de militants quelle organisation devrait être et agir comme pôle de regroupement, ni non plus on ne décide quel groupe sera le futur parti. C'est d'ailleurs une incroyable faiblesse de la part d'organisations se revendiquant du marxisme de pouvoir s'affirmer ou non parti ou embryon du parti. C'est grâce à une discussion autour du renforcement et de la clarification du programme communiste que se formaliseront les cadres du futur parti prolétarien. Pour Klasbatalo, c'est une vérité

¹⁷ Bien entendu, à ce sujet, nous déplorons la récente scission de la FICCI et appelons nos camarades de la FGCI et de la FICCI à rouvrir la discussion.

fondamentale toute simple que seule l'Histoire, autour de profondes discussions au sein des minorités révolutionnaires, saura déterminer si la TCI sera ou non le prochain pôle de regroupement, le prochain parti de notre classe. S'il n'était que de la volonté des militants de proclamer le parti de classe, alors à quoi bon attendre le prolétariat pour faire la Révolution? Nous n'aurions qu'à nous armer, à prendre le maquis, à s'activer dans la lutte armée minoritaire si propre aux organisations staliniennes (véritables liquidateurs du marxisme)...

Camarades, c'est par un programme clair, synchronisé sur la lutte que mène au quotidien la classe dont nous sommes issus; par une capacité croissante, organisée en un véritable corps politique, d'articuler et d'insuffler la réponse historique des intérêts du prolétariat au sein-même de la classe prolétarienne; par le mouvement dialectique d'une classe sans moyen de production à se tourner dans notre direction pour chercher ses mots d'ordre; c'est tout ça qui définira finalement quel – et comment – sera le parti communiste internationaliste.

Le fait est que pour les CI-K actuellement, non seulement la TCI n'a pas la volonté d'accomplir ce rôle (et c'est elle-même qui ne cesse de l'affirmer) mais nous pensons que, pire encore, elle n'est pas en mesure de le faire. Cette organisation, tout en gardant le cap sur les positions de classe, nous semble floue; on ne sait jamais trop ce qu'est le bureau, qu'est-ce qu'il fait, quelle est son intervention dans la classe. L'existence de son ancien comité de liaison (devenu depuis peu bureau international) semble vivre au gré de la volonté de ses militants avec une intervention ici, une là. De fait, à notre connaissance, la seule intervention publique de l'ancien comité de liaison du BIPR fut dans sa « mise au point » à notre égard.

Dans le point 3 du texte **Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire devient la Tendence Communiste Internationaliste**, il nous est dit :

« Notre orientation a toujours été en direction de la classe ouvrière dans son ensemble plutôt que vers les groupes politiques existants, aussi proches fussent-ils. »

Nous demandons ainsi à nos camarades, n'est-ce pas là se concevoir comme un parti en soi?

Ensuite, toujours dans le même point, nous sommes contraints de lire cette anémie qui ne sort d'on ne sait où:

« Même si nous avons eu de temps en temps des échanges polémiques avec d'autres groupes, notre objectif n'était pas simplement de réunir des groupes d'intellectuels, mais de construire des organisations réelles qui visaient à trouver des moyens de se lier avec les luttes des travailleurs et des travailleuses sur le terrain afin de maintenir une continuité de la conscience de la lutte pour les prochains combats. C'est pourquoi nous continuons à préconiser la nécessité d'organes du parti organisés dans la classe, tels les groupes d'usines ou les groupes sur les

lieux de travail et les groupes territoriaux qui regroupent des militants et des militantes dans le même quartier. »

Qu'est-ce qu'une avant-garde révolutionnaire sinon un groupe d'ouvriers et d'intellectuels, et dont les ouvriers qui en font partie sont eux-mêmes des intellectuels? Est-ce réactionnaire et anti-ouvrier d'être intellectuel? N'y a-t-il pas des salariés, des prolétaires, qui sont à la fois des intellectuels et / ou produisent directement un travail intellectuel? Faut-il boire de la bière et jouer au football pour être ouvrier? Qu'est-ce qu'une organisation réelle pour la TCI? Un groupe de deux personnes au Canada et un groupe qui publie un journal de façon très irrégulière en France? Mais éclairez-nous sur cette question, nous sommes confus. Et la continuité de la conscience, n'est-ce pas dans le travail intellectuel et les organisations que le prolétariat met de l'avant qu'elle se maintient, s'articule, et se développe? Également, dans les échanges entre groupes, dans l'analyse des luttes de notre classe, dans l'analyse aussi d'organisations les ayant précédé? Les organisations – en fait, plutôt le programme qu'elles ont su clarifier – ne sont-elles pas la poursuite d'une œuvre historique plus grande qu'elles-mêmes? Et la simple mise en avant de groupes d'usines, de groupes sur les lieux de travail, de groupes territoriaux et de quartier nous semble plus près du travail d'anarchistes que de celui du travail partidiste.

Continuons. Dans le résumé des décisions prises du même texte, la TCI nous écrit comme si c'était une vérité fondamentale :

« Le cadre de base et l'approche définie dans nos documents d'origine reste inchangé. Nous devons toutefois reconnaître que le Bureau est allé au-delà de sa composition originale et que, puisque c'est le cas, comme nos documents initiaux le prévoyaient, nous devons évoluer progressivement vers une activité plus centralisée à mesure que le Bureau s'élargit. C'est pourquoi nous avons décidé que le Bureau doit devenir l'organe centralisé de coordination de notre organisation internationale. »

Au-delà de sa composition initiale? Nous tenterons de garder notre sérieux pour ne pas rire. Aussi, si on suit cette logique, parce qu'il y a une quinzaine d'années les documents initiaux prévoyaient une expansion de l'organisation, il lui faut maintenant – en septembre 2009, alors qu'aucune lutte ne menace réellement le capital comme c'est le cas depuis l'hiver 2010 passé – évoluer vers une activité plus centralisée à mesure que le Bureau s'élargit. Gardons encore notre sérieux. Alors, si nos camarades de la TCI pouvaient à présent nous dire à quoi ressemble ce centre, et en quoi il est si différent de ce qu'il était, ce serait très éclairant.

Dans cette veine, nous demandons à nos camarades de la FGCI, que faire au Canada avec des militants en quête de

clarification politique et programmatique approchant les CI-K? Les envoyer vers le Groupe Internationaliste Ouvrier, filiation canadienne de la TCI, alors que ce groupe représente pour nous un élément problématique qui ne semble pas avoir un quelconque problème à jongler occasionnellement avec l'opportunisme? Du même coup, le cadre organisationnel que l'ancien BIPR a mis sur pied et dans lequel il se trouve – c'est-à-dire la présence des organisations nationales sur l'organisation internationale, sorte de fédéralisme mutant¹⁸ et inquiétant dans son impossibilité pratique à pouvoir intervenir efficacement lors de difficultés rencontrées au sein d'une de ses sections nationales – empêche la prise en charge plus « partidiste », plus centralisée, des militants adhérent à sa plateforme internationale. Pour nous, cela pose un énorme problème; et un problème pas seulement théorique comme certains de nous l'ont expérimenté au cours de notre passage au sein du GIO.

Maintenant, dans la décision numéro huit : « *Nous avons déjà fait la preuve de notre préparation théorique et la dernière phase de la crise n'a pas encore donné naissance à de nouveaux groupes de la classe ouvrière, ce qui aurait pu changer nos perspectives. Il a donc été convenu qu'il serait prématuré de tenir une conférence internationale dans un avenir prévisible. Au lieu de cela, notre priorité doit continuer à être le travail en direction de la classe ouvrière dans son ensemble, car c'est seulement en travaillant dans cette direction que nous apprendrons à mieux contribuer au futur parti du prolétariat.* »

Mille soupirs! Il y a eu de nouveaux groupes issus du prolétariat : toutefois, la TCI n'a pas la volonté (ou l'intérêt, ou les deux) d'entrer en discussions avec ceux-ci. Elle discute avec elle-même en pensant pouvoir un jour accoucher de son propre parti. En travaillant seule dans la direction du prolétariat, la TCI nous apprend qu'elle pourra apprendre à mieux contribuer au futur parti. Est-ce que Klasbatalo! est le seul groupe à avoir de la difficulté à comprendre cette formulation, qui semble sortie de nulle part? C'est ainsi que la TCI nous apprend que, en ce qui la concerne, l'époque du regroupement des forces communistes est terminée.

Par ailleurs, nous n'affirmons pas non plus que la TCI ne puisse pas être un pôle de regroupement. Seulement, elle ne peut pas l'être pour le moment car elle est repliée sur elle-même et il s'avère impossible, pour nous, de discuter avec sa filiation canadienne qui nous accuse, une fois l'an, de mener une campagne systématique de dénigrement à son égard.

Maintenant, oui nous pensons que l'heure est au regroupement mais posons au préalable ces trois questions devant nos camarades, toutes organisations de la Gauche Communiste confondues : sur quelle base se

regroupe-t-on? Quel groupe semble s'inscrire réellement dans le processus des luttes que mènent notre classe et quel groupe semble étranger à ce processus? Qui actuellement, dans les organisations ayant un passé Gauche Communiste, ne peut plus réellement se revendiquer appartenir au Milieu Politique prolétarien (et ipso facto, est-ce que des divergences quant à la nature de ce propos pourraient automatiquement empêcher un travail conjoint)?

Les acquis politiques et la voie vers le regroupement

On peut actuellement analyser le mouvement révolutionnaire de la même façon qu'*Internationalisme* le faisait en 1947 :

« C'est en pesant chaque mot et non par goût de la phraséologie journalistique que nous disons que le mouvement ouvrier n'a encore jamais vécu des heures aussi sombres que celles que nous traversons. Il serait peut-être plus exact encore de dire qu'il n'existe pas de mouvement ouvrier présentement. Les partis socialistes et staliniens ont depuis longtemps cessé de représenter une tendance du mouvement ouvrier pour n'être que des formations politiques de la bourgeoisie. Le mouvement syndical ne représente pas davantage une organisation unitaire de défense des intérêts économiques immédiats du prolétariat. Les syndicats sont aujourd'hui complètement intégrés à l'État, ils sont un appendice de l'État avec la fonction de faire accepter, par la classe ouvrière, les mesures d'exploitation et d'aggravation de leurs conditions de misère. Les récents mouvements de grève ont mis en évidence que ce moyen classique de lutte des ouvriers a cessé d'être l'arme exclusive du prolétariat, a perdu sa nature absolue de classe et peut aussi servir de moyen de manoeuvre d'une fraction politique capitaliste contre une autre, d'un bloc impérialiste contre un autre et finalement dans l'intérêt général du capitalisme.

Dans l'ensemble, la classe ouvrière - désorientée et totalement impuissante - sert actuellement de masse de manoeuvre à différents partis et cliques politiques de la bourgeoisie.

Les petits groupes et groupuscules de révolutionnaires sont absolument sans liens physiques avec la classe et leur influence est nulle. N'est-il pas plus tragique que comique de voir ces groupes se prendre au sérieux quand ils parlent de leur action des masses et dans les masses, quand ils s'agitent et sont agités dans le vide et ne s'aperçoivent pas que toute cette agitation se passe et se fait en dehors des masses, en marge de la classe ?

Mais alors que reste-t-il à faire aux militants révolutionnaires ? N'ont-ils, en tant que révolutionnaires, aucune tâche à faire, ni aucune possibilité de s'en acquitter ?

Avant de répondre à ces questions et pour pouvoir répondre d'une façon concrète positive, il est indispensable de reconnaître préalablement la réalité

¹⁸ Cependant, nous ne pensons pas qu'un fédéralisme plus classique serait préférable. Le besoin d'organisation du prolétariat au niveau mondial se doit d'être centralisé pour coordonner efficacement la chute de la bourgeoisie dans tous les pays.

objective du moment présent, reconnaître sans réserve l'inexistence effective, dans l'immédiat, du mouvement ouvrier et de renoncer catégoriquement à la pratique du bluff, à la prétention de vouloir jouer immédiatement et à tout prix un "rôle" de guide et dirigeant, et s'obnubiler de son importance.

Les conditions et les facteurs qui ont déterminé la plus profonde défaite du prolétariat et la nuit historique de la période présente dans laquelle a sombré le mouvement ouvrier révolutionnaire ne sont aucunement épuisés. Ils continuent encore à agir et à dominer le cours présent. Rien ne laisse malheureusement escompter une modification du cours avant la généralisation de la prochaine guerre impérialiste. Peut-être même que la catastrophe humaine que sera la prochaine guerre mondiale est-elle nécessaire pour déterminer le renversement du cours et conditionner la réapparition du prolétariat et la reprise de sa mission et de sa lutte révolutionnaire.

Dans la période présente les révolutionnaires ne peuvent prétendre exercer une influence directe et efficace sur les événements. Ils ne peuvent que représenter des îlots, des hommes allant consciemment et volontairement contre le courant, se trouvant non pas volontairement mais forcément isolés des grandes masses du prolétariat. Leur tâche dans le présent n'est pas celle de l'agitation mais celle de la propagande des idées, nécessairement limitée à des couches restreintes. Leur principal effort doit porter sur le réexamen critique des notions et des conceptions qui ont servi de fondements du programme de la révolution et de l'Internationale Communiste, à la lumière de l'expérience des trente dernières années, riches en actions révolutionnaires et défaites profondes.

C'est dans le plein accomplissement de ce travail que les groupes révolutionnaires s'acquitteront réellement de la tâche qui est la leur et contribueront efficacement à l'élaboration du programme qui permettra demain au prolétariat, à la reprise de ses luttes, de s'en servir comme l'arme décisive pour le triomphe de la révolution et l'édification de la société socialiste. Le programme n'est pas un composé de dogmes qu'une fois donnés il ne reste qu'à vulgariser et à propager. C'est une oeuvre constante nécessitant son continuel développement (et dépassement) sur la base de l'expérience vivante de la lutte de classe. La prise de conscience, le travail sur la matière, donnée par l'expérience, en vue de l'enrichissement du programme restent les raisons fondamentales de l'organisation de l'avant-garde ; et c'est dans ce sens et sur cette base uniquement qu'on doit concevoir la formation des cadres.» (Marco -Marc Chirik), PROBLEMES ACTUELS DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL, janvier 1947)

Que dire de plus ? Impossible même de tronquer et de raccourcir cette citation qui nous semble dater d'hier tellement la conjoncture est, actuellement en 2010, pratiquement à peu de choses près la même ! Chirik

écrivait pourtant ceci il y a plus de soixante (60) ans ! Nous ne pouvions la passer sous silence, et c'était notre devoir de la remettre à l'ordre du jour.

Bien entendu, en 60 ans, il y eût des progrès et changements. D'abord, la constitution de la plus importante organisation Gauche Communiste de tous les temps, c'est-à-dire le Courant Communiste International qui a su également produire la plus importante théorie programmatique, malgré quelques inévitables erreurs au cours de son apprentissage organisationnel ; malgré également des difficultés et erreurs internes notoires (celles-là probablement très-très évitables) ; malgré un cours historique des luttes faibles (mais pas inexistant comme le laisse entendre *Controverses* dans son texte).

Cette organisation a également produit d'innombrables départs plus ou moins intéressants à rappeler tellement ils ont eu lieu dans des crises paranoïaques intenses ; elle a aussi accouché d'organisations de tendances diverses (du conseilisme jusqu'au bordiguisme) ; et nettement influencé les groupes d'aujourd'hui, qui revendiquent un héritage Gauche Communiste, tel Klasbatalo. Le bagage programmatique qu'elle a produit dans ses plus belles années demeure d'une luminosité éclatante pour le prolétariat, dans sa synthèse des fractions de gauche issues de l'Internationale Communiste qui se sont développées de façon plus autonome, plus éparées, après la dégénérescence de cette dernière. Avec Bordiga, c'est probablement, pensons-nous, une erreur de n'avoir pas plus bataillé – organisés solidement en « corps de fractions » de Gauche – au redressement de ce point d'assise à l'origine socialiste, de l'avoir déserté aussi rapidement dans une indifférence plus ou moins généralisée. Nous en ressentons encore aujourd'hui les effets : la tendance qu'a la Gauche Communiste à capituler aussi rapidement dans les discussions, devant la moindre divergence, laissant éclater – sans ne plus voir le tragique de la chose – les organisations sur la base de particularisme programmatique incompréhensible pour le commun du prolétariat en semant la confusion dans le processus.

C'est beaucoup plus facile ainsi : on ne se trompe plus, on ne discute plus !

En soixante ans, malgré tout, malgré ce narcissisme organisationnel qui semble affecter la plupart du Milieu, l'apport programmatique laissé par les groupes est d'une importance capitale ! Avec la FGCI, nous ne pouvons renier la richesse de cet apport : la continuité historique des principales organisations bordiguistes qui ont formé un pôle capital et su préserver leur héritage programmatique (malgré les divergences importante que nous entretenons avec ceux-ci). Le CCI qui a vu le jour, le BIPR qui s'est formalisé et qui a donné naissance à la Tendance Communiste Internationaliste, laquelle cherche aujourd'hui à se centraliser pour intervenir plus efficacement dans les luttes. Que nous soyons en accord ou non avec ces acquis, le fait est qu'ils sont bien présents et prennent leurs racines, plus ou moins solidement, au

sein de notre classe, dans l'ensemble du prolétariat.

Le fait est que l'histoire semble actuellement se répéter. Effectivement celle-ci possède ses cycles qui se reproduisent lorsque l'ensemble de la société toutes classes confondues se voit bloquée. Le capitalisme n'arrive pas à trouver la voie vers la guerre généralisée et subit crises économiques par-dessus crises économiques. Et le prolétariat, dans l'antagonisme qui l'anime face à la bourgeoisie, n'arrive pas à s'affirmer comme classe, subissant coups après coups les assauts répétés de la bourgeoisie qui cherche à trouver l'ultime expédient à sa crise.

Citons encore une fois le camarade Roche : « *La classe ouvrière a subi de multiples transformations structurelles au cours de deux siècles d'industrialisation. Artisan, mineur, sidérurgiste, métallurgiste, employé de bureau, informaticien, le prolétaire reste prolétaire. Constituée de moins d'ouvriers industriels, d'une noria d'employés flexibles des services, de cadres massivement prolétarisés, la classe ouvrière, ou disons travailleuse, garde toutes ses potentialités révolutionnaires presque un demi-siècle après le chambardement inattendu de 1968. L'observateur superficiel ne voit pas plus loin que la ligne bleue des Vosges, mais d'importantes grèves ouvrières ont continué à inquiéter la bourgeoisie au niveau international pendant plus de trois décennies, grèves des mineurs anglais, mouvement massif des ouvriers polonais en 1981, grève des cheminots en France au milieu des années 1980, puis 1995, etc.* »

Les luttes se sont toujours poursuivies à plus ou moins larges échelles, avec plus ou moins de potentialités historiques, à contrario de ce que *Controverses* semble affirmer. Dans le mode de production capitaliste, il y a *naturellement* – dans la nature intrinsèque antagonique qui la remue – des périodes d'attaques généralisées comme c'est le cas présentement, et des périodes qui garantissent une plus grande stabilité et permettent la reprise du cycle d'accumulation, toujours inscrites dans le processus historique des luttes de classes qui doivent mener de façon transcroissante à l'ultime guerre des classes. Notre rôle en tant que révolutionnaires est de suivre le cours de ses luttes et de nous inscrire dans celui-ci, pour justement insuffler la transcroissance des luttes prolétariennes. Il incombera donc au futur parti communiste internationaliste la tâche de cristalliser (en même temps que d'approfondir) le processus de transformation de la classe en soi en *classe pour soi*, consciente de ses intérêts révolutionnaires. Il est de notre ressort de savoir tirer adéquatement les leçons historiques des défaites du prolétariat pour qu'elles se transforment ultimement dans le triomphe communiste. Camarades, dans ce processus, il n'y aucune place aux approximations du cours historique.

Ébauche d'une conclusion

Pourquoi vouloir à tout prix faire de la TCI ou du CCI un pôle de regroupement? Rappelons que le CCI fait

présentement les yeux doux à l'anarchisme. Du côté de la TCI, pourquoi est-elle autant repliée sur elle-même? Elle expose très peu son fonctionnement devant la classe, si bien qu'il nous ait difficile de concevoir sa pratique dans les luttes. Elle tente depuis plusieurs années de taire les divergences des membres qui la quittent en gardant le silence « pour ne pas créer de polémique ». Est-ce là le rôle de l'organisation de taire les scissions devant la classe pour empêcher les polémiques? N'y a-t-il pas danger, au contraire, de semer l'ambiguïté dans le prolétariat? Pour répondre à nos camarades de la FGCI, le pôle de regroupement ne serait-il pas censé être un produit de larges discussions au sein du Milieu Politique prolétarien? Un produit de la convergence d'individus et de noyaux se regroupant autour de profonds questionnements, autour de discussion visant à dénouer les nœuds programmatiques?

Aussi, les principales difficultés auxquelles l'ensemble des groupes se revendiquant de l'héritage Gauche Communiste assistent depuis la moitié des années quatre-vingts, comme s'ils étaient impuissants, est à une large retraite du plan organisationnel et à une pauvreté théorique croissante de sa réponse à la conjoncture historique. Comme s'ils n'étaient pas facteur actif de cette crise des « claquages de porte » en série et éviscération programmatique, les principaux groupes issus de la Gauche Communiste, au lieu de tenter de dresser un bilan de leurs échecs et échecs communs, se campent de plus en plus sur leurs positions en défendant leurs erreurs et en les revendiquant presque comme particularisme programmatique (par exemple, le CCI et l'affaire JJ; feu le BIPR et la suite d'échecs avec ses groupes en rapprochement ainsi que la stagnation – si ce n'est pas le recul – du GIO et de B&P). De cette façon, ce n'est plus un pied qui trempe dans le sectarisme politique mais les corps organisationnels au grand complet. Nous tendons à partager à cet effet l'analyse de *Controverses* et de la FGCI. Qui plus est, le CCI et la TCI (feu le BIPR) se comportent de plus en plus comme le fœtus du nouveau parti. Le changement de nom du Bureau International pour le Parti Révolutionnaire est patent à cet effet¹⁹.

Par ailleurs, tout en partageant une bonne partie des conclusions de *Controverses*, nous ne pensons pas que ce bilan soit « sans appel ». En effet, bien qu'il soit une importante contribution à l'éclaircissement de la situation présente au sein des groupes issus de la Gauche Communiste, nous pensons qu'il faut mettre un peu plus les choses en perspective et qu'il y a place aux discussions concernant ce bilan, bilan que nous jugeons actuellement indispensable pour la formation du regroupement de nos forces qui partagent un objectif

¹⁹ Les anciens communistes internationalistes de Montréal ont également changé de nom mais pour les raisons suivantes : depuis les derniers mois, la constitution de notre groupe, plus ou moins informelle au départ (notre groupe s'étant avant tout formé en vue de répondre au BIPR et à son groupe le GIO, d'où le nom plus ou moins informel de CIM), s'est vu se renforcer; également nous ne sommes plus limités à la ville de Montréal en tant que groupe d'internationalistes. Nous sommes conscients qu'il s'agissait-là d'une contradiction.

commun : la formation éventuelle d'un parti de classe internationaliste comme futur « guide » de la révolution. La principale force de l'analyse de *Controverses* est justement la tentative qu'il fait de produire une analyse, un bilan, des trente dernières années. *Controverses* se veut ipso facto l'expression de questions qui accablent l'ensemble des organisations du camp prolétarien, et qu'elles ne semblent pas vouloir se poser. Aussi ce bilan, loin d'être « sans appel » se veut plutôt l'appel aux bilans.

Maintenant, que nous reste-t-il à faire en tant qu'élément révolutionnaire marxiste?

Contribuer à l'élaboration d'un état des lieux général de la Gauche Communiste ou se camper sur ses propres positions en n'y voyant que du feu; en espérant peut-être que la débâcle se résolve d'elle-même? Demeurés des « électrons libres » – qui s'agitent ou théorisent des questions de façon autistique, sans s'inscrire dans le processus réel des luttes – d'une organisation plus cohérente, mieux articulée, plus en mesure de répondre à la montée des luttes? Ou tenter de se regrouper autour des questionnements nécessaires, et inévitables; de se regrouper autour même des divergences qui posent ces questionnements et tentent de les résoudre de façon dialectique, marxiste, vivante (dans l'esprit des fractions

fidèles aux principes-mêmes de notre héritage programmatique)?

Rappelons en dernier lieu qu'à l'origine, la Gauche Communiste se concevait pratiquement comme un centre en soi avec des divergences plus ou moins importantes : un regroupement de toutes les fractions de gauches de l'Internationale Communiste appelées à discuter entre elles.

Aussi, pour les communistes internationalistes – Klasbatalo!, il va de soi que la tâche actuelle des groupes qui partagent le même héritage Gauche Communiste doit consister à resserrer nos liens internationaux – et certainement même à se réconcilier – autour du programme révolutionnaire qui est celui d'une classe à laquelle nous appartenons, à le clarifier davantage à la lumière des nouvelles luttes historiques grâce à la discussion et à l'ouverture de débats; et ainsi à se voir se préparer à le ré-insuffler au sein du prolétariat lorsqu'il y aura guerre des classes...

Les communistes internationalistes – Klasbatalo!

Novembre 2010.

REPONSE AU TEXTE DES COMMUNISTES INTERNATIONALISTES-KLASBATALO SUR LEUR CONTRIBUTION A UN ETAT DE LA GAUCHE COMMUNISTE

"Jung et une foule d'autres ne se laisseront jamais convaincre qu'il existe une différence de principe entre nous et Ruge, ils s'en tiennent à l'opinion qu'il s'agit uniquement de chamaillerie personnelle. Quand on leur dit que Ruge n'est pas un communiste, ils ne veulent pas le croire et manifestent leur regret de voir rejetée inconsidérément une « autorité littéraire » comme Ruge !" (Lettre d'Engels à Marx, 19 novembre 1844).

Depuis nos premiers contacts avec les camarades des Communistes Internationalistes-Klasbatalo (ex-CIM), nous n'avons eu de cesse de débattre et d'essayer de clarifier la question des forces communistes de notre époque, de ce que nous appelons le camp prolétarien, ou encore le milieu politique prolétarien. La contribution des camarades vient marquer une étape importante de notre discussion. Elle est d'autant plus importante qu'en soulignant les insuffisances actuelles des principaux groupes de la Gauche communiste - leur incapacité à assumer de manière active et décidée leur rôle de pôle de regroupement du fait du poids du sectarisme et de l'opportunisme politiques -, elle vient interpeller ceux-ci d'une part et qu'elle se fait indirectement l'écho, en s'interrogeant, des tendances croissantes au rejet et à la liquidation de ces groupes.

Alors que la crise ouverte du capital et les réactions ouvrières qu'elle provoque, annoncent l'ouverture d'un processus vers des confrontations de classes décisives, frontales et massives, l'état de dispersion et de faiblesse du camp politique prolétarien - qui devrait tendre à se renforcer et à regrouper autour de lui, autour de ses

positions et orientations politiques - favorise au contraire les tendances anti-organisation de type conseilliste et anarchisante. Au point qu'aujourd'hui toute une mouvance - bien souvent constituée d'ex-militants du CCI "décus" renforcés par des éléments anarchisants - vient militer, directement ou indirectement, explicitement ou implicitement, pour la liquidation et la disparition des principales organisations du camp prolétarien.

Déjà en avril 2009, le groupe *Perspectives internationalistes* avait appelé à un rassemblement des "pro-révolutionnaires" que, pour notre part, nous avons rejeté notamment pour son ignorance, c'est-à-dire en fait pour son rejet, des principales organisations de la Gauche communiste et pour sa tonalité anarchisante (cf. [Notre réponse](#) à l'Appel au milieu pro-révolutionnaire dans le bulletin 47 de la Fraction interne du CCI). Depuis, cette dynamique au rejet des principales organisations du camp prolétarien s'est accentuée; en particulier du fait du renfort que lui apportent nombre d'anciens "adorateurs décus" tels ceux qui se retrouvent au sein du Forum de la Gauche communiste. Ceux-ci ont adhéré dès leur sortie (volontaire) du CCI à "l'Appel de PI" et sont devenus les

plus actifs pourfendeurs des organisations présentes de la Gauche communiste au point d'en prôner la disparition (cf. *Controverses* 3, *Il est minuit dans la Gauche Communiste*²⁰). Nous avons rejeté et combattu cette thèse destructrice et liquidatrice dans le bulletin 2 de la FGCI, dans le texte *Le camp prolétarien a-t-il définitivement fait faillite ?*

Peut-on concilier l'inconciliable ?

Dans leur contribution, se basant sur les deux textes, les camarades du CIK "se sont donnés, ils le déclarent d'entrée, pour mandat de répondre aux deux groupes en tentant (...) de les concilier" bien que "ces deux positions semblent irréconciliables". Leur contribution souffre fortement de cette volonté de "synthèse" et de "conciliation". Se basant sur leur bonne volonté de concilier l'inconciliable, le texte des camarades est amené à des contradictions flagrantes et, du coup, à des concessions politiques dangereuses qui s'expriment dans des erreurs politiques particulièrement dangereuses. Pour résumer de manière sommaire leur contribution, les CIK semblent d'une part critiquer l'article de *Controverses* - qui "se veut implicitement un appel à saborder les trois principales organisations actuelles de la Gauche communiste" - tout en appuyant son argumentaire basé sur Marx et Engels : "C'est effectivement comment Marx et Engels voyaient la mise sur pied et la disparition des organisations politiques dont se dotait le prolétariat. (...) Aussi comme le souligne bien *Controverses* (...) après le reflux du cours des luttes, lire de l'épuisement du prolétariat écrasé le plus souvent par sa défaite, l'organisation tend à chercher une légitimité à la préservation de son existence. Elle tend alors à s'enfoncer dans des analyses particulières qui la divisent sur des questions de second ordre". Et les camarades des CIK, c'est une de leur qualité, de dire tout haut à qui ils pensent, et surtout à qui pense si fort *Controverses* : "On peut facilement faire un parallèle à cet effet avec le CCI qui semble s'être profondément enfoncé dans la paranoïa et l'autisme organisationnel au cours des dernières décennies"²¹ (nous soulignons).

En fait, tout en critiquant *Controverses* pour son rejet de toute continuité historique, d'assumer face au prolétariat et au milieu communiste, sa propre histoire et ses propres responsabilités - ses militants ont une histoire dont ils sont redevables -, les camarades des CIK reprennent les arguments les plus erronés de *Controverses* qui mènent à l'adoption d'une vision anti-parti de type conseilliste. La première erreur, peut-être la moins importante, est celle d'un CCI, et de groupes de la Gauche qui auraient failli

depuis 30 ans. La deuxième est que toute organisation, quelle que soit la période historique, le cours du rapport de forces entre les classes, quelles que soient les circonstances, et quelle que soit l'organisation - parti, fraction, groupe, cercle... -est inévitablement amenée à dégénérer en suivant mécaniquement, inéluctablement, le reflux des luttes - ce qui mène à l'abandon de tout combat de fraction²². Enfin, Marx et Engels seraient les premiers porteurs de cette vision qui auraient été ensuite reprise par *Bilan* et même par la Gauche communiste de France dont le CCI est issu. Rien n'est plus faux !

Dans leur volonté de concilier l'inconciliable, les camarades sont amenés à commettre deux types d'erreurs : les premières appartiennent à ce que nous qualifierions comme des malentendus ou des confusions politiques ; les secondes sont des erreurs politiques.

Les malentendus

Les principaux "malentendus" touchent à deux questions : le "regroupement" et la "discussion".

Lorsque notre fraction, comme elle l'a toujours fait, appelle au "regroupement" des forces de la Gauche communiste autour d'un "pôle de regroupement", elle ne réduit en aucune manière ce processus à une simple et immédiate adhésion à ce "pôle". Cette "simple et immédiate adhésion" ne peut signifier que l'élimination complète des divergences existantes et donc l'affirmation d'un accord quasi-total avec les positions de l'organisation-pôle. Cette vision du regroupement - qui malheureusement prévaut aujourd'hui, notamment chez les organisations issues de la Gauche communiste - est non seulement erronée mais surtout en rupture avec la tradition et la pratique historiques du véritable mouvement communiste. Ce sont cette tradition et cette pratique que nous nous évertuons à défendre et qui sont à l'opposé du sectarisme ambiant actuel, qui est marqué par la défense exclusive de "sa petite chapelle" et par le rejet des autres tendances politiques. Si on ne prend référence que sur ce qui prévalait dans la période de la fin des années 1920 et des années 1930, pourtant marquée par la contre-révolution et une classe ouvrière profondément défaite, il apparaît clairement que, malgré ces conditions particulièrement défavorables, les courants et organisations de l'Opposition internationale et surtout de la Gauche communiste (italienne, germano-hollandaise et autres) ont multiplié (parce qu'ils en ressentaient la responsabilité historique et qu'ils en avaient la volonté politique) les tentatives de regroupement de leurs forces. Ces tentatives se basaient, bien sûr, sur un certain nombre de positions fondamentales communes mais elles n'impliquaient, en aucune manière, que les divergences devaient être laissées à la porte ou mises sous la table, pour en faire partie. Elles se manifestaient par des liens directs et fréquents, par la tenue de réunions et même de conférences internationales, parfois aussi par la mise en place de structures organisationnelles communes

20. <http://www.leftcommunism.org/spip.php?article169>

21. Ou encore : "Cependant, avec *Controverse*, nous pensons qu'une organisation s'évertuant à subsister malgré un cours historique défavorable, qui ne produit plus de luttes à fort contenu théorique, risque considérablement de ne plus se comporter (...) en tant qu'organisation révolutionnaire et risque plutôt, dans cette période, de se comporter telle une pathétique secte d'élus"

22. Ce que le texte de *Controverses* appelle « chamaillerie ».

(Secrétariats ou Bureaux internationaux...) et par l'édition de bulletins "de discussion" ou "d'information" internationaux ; et cela même si leur fusion dans une seule et même organisation ne se faisait pas.

De la même manière que ces nombreuses organisations ont cherché à se regrouper tout en mettant en avant leurs différences et en les confrontant, quand nous parlons de la TCI (ex-BIPR) comme "pôle de regroupement" digne de ce nom aujourd'hui, cela n'implique pas, à nos yeux et au vu de la tradition communiste, la nécessité absolue de se regrouper **en son sein** mais, tout au moins, **autour d'elle**, cette organisation étant au centre du processus de regroupement. C'est dans ce sens qu'à notre avis la TCI doit assumer cette responsabilité qui lui échoit aujourd'hui et que, pour l'instant, elle est seule capable d'assumer. Contrairement à ce qu'écrivent les CIK, ce n'est pas nous qui octroyons *"immédiatement le « contrat » du pôle de regroupement à la Tendence Communiste Internationaliste"*. Mais c'est son lien "organique", à savoir son lien historique avec les organisations du passé, c'est aussi son lien théorique par sa fidélité au marxisme et son lien politique par la revendication de la continuité programmatique du mouvement ouvrier, et organisationnelle par la capacité d'intervention internationale - la presse en particulier - dans le prolétariat et en direction des autres minorités révolutionnaires ; et c'est enfin la profonde faiblesse actuelle des autres organisations qui pouvaient prétendre jouer ce rôle de "pôle de regroupement".

Malheureusement, il nous faut reconnaître que la TCI possède aussi une faiblesse importante à ce niveau - et qu'elle partage avec toutes les autres organisations de la Gauche communiste actuelles -, faiblesse qui trouve sa source dans le poids de la contre-révolution et de la rupture organique. Celle-ci s'exprime notamment au travers d'une tendance à une vision monolithique et erronée de l'avant-garde politique du prolétariat et a du mal à concevoir l'existence de positions différentes en son sein (inévitables reflet de l'hétérogénéité qui existe au sein même de la classe). C'est de cette confrontation entre des positions différentes et même divergentes que se fait le développement de la conscience de classe et que peut surgir le processus de regroupement et d'unification des forces communistes. Il n'y a pas de regroupement et de formation d'une avant-garde conséquente et unie du prolétariat si ses différences sont ignorées ou refusées.

Critiquant notre "anathème" contre la démarche de *Controverses*, les CIK affirment à leur tour que *"le temps est à la discussion, à l'ouverture des débats, aux critiques dures, certes, mais fraternelles"* - ce avec quoi tout le monde se déclarera en accord. Mais, les camarades doivent se rendre compte qu'il y a discussion et discussion - ou plutôt débat politique et discutailerie. Dans le cas qui nous occupe ici, la discussion ne peut avoir de sens que si elle vise à la clarification politique en vue du regroupement des véritables forces communistes. Elle ne peut donc participer à la clarification politique qu'à la

condition de se situer dans le cadre programmatique et politique de la Gauche communiste. Tout autre cadre de "discussion" ne peut au mieux que correspondre à une dérive dans l'impuissance, dans la participation à la dispersion et à la confusion politiques ; au pire, en s'appuyant sur un autre type de préoccupations (remise en cause du marxisme, révision voire rejet de l'expérience historique de notre classe), elle tend en général à s'éloigner du camp du prolétariat. *"Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas donner dans le marais d'à côté, dont les hôtes, dès le début, nous ont blâmés d'avoir formé un groupe à part et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation. Et certains d'entre nous de crier : Allons dans ce marais ! Et lorsqu'on leur en fait honte, ils répliquent : Quels gens arriérés vous êtes ! N'êtes-vous pas honteux de nous dénier la liberté de vous inviter à suivre une voie meilleure ! Oh ! Oui, Messieurs, vous êtes libres non seulement d'inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais (...). Mais alors lâchez-vous la main, ne vous accrochez pas à nous et ne souillez pas le grand mot de liberté, parce que nous aussi, nous sommes « libres » d'aller où bon nous semble, libres de combattre aussi bien le marais que ceux qui s'y acheminent !"* (Lénine, *Que faire ?*).

Pour notre part, et loin d'une supposée "rigidité" qui nous opposerait à la volonté de "discussion (soi-disant) ouverte" revendiquée par les uns et les autres, nous n'avons eu de cesse, depuis notre constitution comme fraction au sein du CCI, de susciter, soulever et participer à des "débats" qui comportent des enjeux politiques réels, c'est-à-dire qu'au-delà des combats politiques que nous menons contre l'influence de l'idéologie bourgeoise au sein de notre classe (poids du conseillisme, de l'anarchisme, du démocratisme, de l'individualisme...), nous privilégions les débats avec et autour des principales organisations du camp politique prolétarien, en référence avec ces pôles historiques, et cela afin de favoriser au maximum le processus de regroupement et de clarification politiques, dans la perspective de la constitution du parti²³.

Les erreurs politiques

Contrairement à la thèse conseilliste que reprennent les camarades des CIK lorsqu'ils s'appuient sur les arguments de *Controverses*, l'existence des organisations politiques du prolétariat est une **nécessité permanente** aussi bien dans la période d'ascendance du capitalisme que dans sa période historique de déclin ; et aussi bien dans les périodes de flux que dans les périodes de reflux de la lutte

23. Quelle autre expression de refus du débat, de la discussion, et donc expression de sectarisme réel, que l'ignorance systématique des prises de position officielles des autres groupes communistes, tout particulièrement le silence sur leur congrès et autres réunions générales ? Pour notre part, nous avons pris position sur pratiquement tous les congrès que le CCI a tenus depuis 2001 tout comme nous l'avons fait sur la conférence du BIPR en 2008.

du prolétariat. Cette **nécessité permanente** est confirmée, vérifiée, par le **combat permanent** des communistes, à commencer par Marx et Engels - contrairement ce que reprennent les CIK -, pour la construction, le développement, la défense et même le maintien des organisations existantes. Loin d'être du "fétichisme organisationnel", ce combat permanent pour l'existence de l'organisation communiste comme expression la plus avancée de la conscience de classe est d'abord et avant tout un combat politique de confrontation et de clarification politiques qui est fait de regroupements, de ruptures, de scissions, et même de disparitions d'organisations. Il s'agit du combat pour l'homogénéité et l'unité politiques des avant-gardes politiques du prolétariat. Par contre, la fonction et la réalité formelle de ces organisations révolutionnaires sont, elles, dépendantes des périodes historiques : organisations de masse dans la période d'ascendance du capitalisme, organisations minoritaires dans sa décadence ; forme parti dans les périodes de développement massif des luttes du prolétariat et forme "fraction" dans les périodes de reflux²⁴.

Il convient donc de tordre le cou à cette thèse conseilliste selon laquelle les organisations communistes naissent et disparaissent mécaniquement en fonction du développement et du reflux de la lutte des classes. Dire que telle fut la compréhension et la pratique de Marx et Engels, puis dans leur foulée de toute l'histoire du mouvement communiste, est une falsification de l'histoire.

Marx-Engels, la Ligue des communiste et la 1^o Internationale

Nous ne pouvons revenir ici en détail sur les conditions de la dissolution de la Ligue des communistes (1852) et de la 1^o Internationale (1872-1874). La thèse souvent avancée par les militants qui tournent le dos à la nécessité de l'organisation et du parti est que Marx et Engels auraient délibérément dissous ces organisations afin de se dédier aux études théoriques face au reflux de la lutte des classes. Et ils en profitent pour faire un parallèle avec leur situation d'aujourd'hui.

Ce parallèle est déjà particulièrement fallacieux dans la mesure où les périodes historiques sont complètement différentes. A l'époque de la Ligue et de l'AIT, le capitalisme était en pleine ascendance et les conditions de la lutte des classes bien différentes de celles qui prévalent suite à la 1^o Guerre mondiale et à la vague révolutionnaire qui la suit. Même, les conditions qui prévalent entre la Ligue et l'AIT sont elles-aussi bien différentes : la première se trouve confrontée au fait que le prolétariat

commence à peine à se constituer comme classe, qu'il est une classe en formation. Cela détermine la forme et l'action même de la Ligue en comparaison de l'AIT. *"Le mouvement international du prolétariat américain et européen est à cette heure [1890] devenu tellement puissant que non seulement sa forme première et étroite - la Ligue secrète - mais encore sa seconde forme, infiniment plus vaste -- l'Association publique internationale des travailleurs -- lui est devenue une entrave, et que le simple sentiment de solidarité, fondé sur l'intelligence d'une même situation de classe, suffit à créer et à maintenir, parmi les travailleurs de tout pays et de toute langue, un seul et même grand parti du prolétariat"* (Engels, 1890, *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes*). **Mais surtout**, la dissolution de la Ligue ne fait qu'entériner une situation de fait, à savoir l'éclatement réel de la Ligue au sein de laquelle il n'y a plus aucune unité politique : *"Bref, la réserve que nous préconisions n'était pas du goût de ces gens ; il fallait essayer de déclencher des révolutions ; nous nous y refusâmes de la façon la plus absolue. La scission se produisit comme on le verra dans les Révélations"* (idem, nous soulignons).

Le caractère fallacieux d'un supposé "détournement" de Marx et Engels de l'activité de parti est encore plus manifeste avec l'exemple de la dissolution de la 1^o Internationale. Là non plus, nous ne pouvons revenir en détail. Néanmoins, la dissolution effective de l'Internationale a lieu en 1874²⁵. Loin de se détourner de toute tâche de "regroupement", de parti, Marx et Engels, qui ont essayé de préserver l'organisation en en déplaçant le centre à New-York, n'ont de cesse, dans les années qui suivent, de favoriser et d'intervenir dans la formation du parti allemand au point de poser, dès... 1875, leurs conditions politiques pour pouvoir y adhérer²⁶. La légende d'un Marx se retirant pour la réflexion théorique n'est qu'une déformation de la réalité historique.

Derrière cette "interprétation" de l'histoire, repose une vision politique qui oppose la réflexion et l'approfondissement théorico-politique aux "luttes de parti", c'est-à-dire aux débats, discussions, confrontations de positions, y inclus ce que l'on traite de « chamailleries » de fraction. Or, l'expérience du mouvement ouvrier montre au contraire que ce n'est pas la réflexion "pure", débarrassée des contingences immédiates, qui est la plus favorable aux avancées théoriques et politiques, mais bel et bien les confrontations et polémiques de parti. N'est-ce pas là justement l'histoire des fractions ?

L'histoire des fractions

Nous ne revenons pas non plus ici sur l'histoire et le rôle

24. Le lecteur nous pardonnera la forme rapide et simple sous laquelle nous présentons à très grands traits les différentes formes que prennent, plus exactement sont contraintes de prendre, les organisations communistes selon les périodes. Il nous pardonnera aussi de ne pas développer ici les différences de fonction entre les formes parti et fraction. Il pourra toujours se référer aux textes sur le sujet que notre *Revue internationale* de CCI a pu publier tout au long des années 1970-1990.

25. *"Par ton départ [celui de Sorge en août 1874 du Conseil général de l'Internationale], la vieille Internationale a complètement cessé d'exister"* (Engels à Sorge, septembre 1874).
26. cf. Lettre d'Engels à Bebel, mars 1875 : *"Marx et moi ne consentirions jamais à adhérer à un parti nouveau édifié sur cette base"*.

des fractions - Lénine, Rosa Luxemburg, Pannekoek, etc... - dans la 2^e Internationale que le texte des camarades laisse de côté. Pourtant cette histoire est justement le combat pour l'organisation et sa défense contre l'opportunisme et le révisionnisme.

Est tout aussi fallacieuse que la référence à Marx et Engels celle à *Bilan*, pour justifier la dissolution des organisations politiques prolétariennes. Certes, les CIK ne s'y réfèrent pas. Néanmoins, et dans la mesure où ils s'appuient sur ce que disent les responsables de *Controverses* - qui prennent l'exemple de *Bilan* après celui de Marx et Engels, pour justifier leur propre éloignement des « chamailleries » et liquider les organisations actuelles -, nous entendons y répondre ici. *Bilan*, c'est-à-dire la Gauche italienne en exil en France et en Belgique, est issu du Comité d'Entente (1925) qui est le premier regroupement interne au Parti communiste italien pour s'opposer à la bolchévisation du parti, laquelle marque la prise du pouvoir de l'opportunisme au sein du parti et de l'Internationale. Loin de s'éloigner des « chamailleries » de parti pour se dédier à "tirer le bilan" théorico-politique" de l'expérience révolutionnaire, la Gauche italienne combat pied à pied dans le parti - malgré les exclusions - au point de présenter des Thèses au congrès de Lyon en 1926. Mieux même, et au moins certains militants de *Controverses* devraient s'en souvenir²⁷, les membres de la Fraction continuaient à essayer d'intervenir malgré les risques physiques dans les réunions des PC stalinisés dans les années 1930.

Ces déformations de la réalité historique ont des implications politiques très concrètes et surtout très dangereuses. Certes, les CIK²⁸ dans leur texte expriment surtout des contradictions qui révèlent leur hésitation entre deux chemins opposés et leur volonté insensée de les concilier, ce qui les conduit aux erreurs historiques et politiques et à une position centriste dans le moment présent du combat pour le parti. Mais le texte de *Controverses* duquel ils reprennent les arguments est beaucoup plus conséquent, comme l'ont clairement relevé (et critiqué) les CIK eux-mêmes. Effectivement, les conséquences et implications politiques de ce texte est d'appeler "à saborder les trois principales organisations actuelles de la Gauche communiste". Il est clair que, pour notre part, nous ferons tout ce qui est notre possible, pour défendre et sauver ces organisations. Deux lignes, deux perspectives diamétralement opposées, l'une excluant l'autre. A ce titre, nous entendons combattre le texte de

27. Le camarade MC aimait à raconter aux jeunes militants que nous étions alors, comment les membres de la Fraction italienne s'organisaient "physiquement" pour pouvoir intervenir dans les réunions publiques des staliniens malgré les coups et les agressions, certains parfois y allant même avec un pistolet dans la poche.

28. Sans doute est-il plus juste à ce jour de parler du texte des camarades que des CIK eux-mêmes dans la mesure où, jusqu'à présent, ils s'étaient inscrits résolument dans le combat pour le parti et avaient rejeté les approches conseillistes au point de rejeter l'*Appel au milieu pro-révolutionnaire* de *Perspective internationaliste*.

Controverses.

Controverses appelle à la liquidation des organisations du camp prolétarien

Selon *Controverses*, "assurément, il est minuit dans le siècle de la Gauche communiste car cela fait maintenant trois décennies que ce courant est traversé par une **crise politique et organisationnelle très profonde**". Ce constat serait dû au décalage entre la réalité des luttes, particulièrement dans les années 1980, et une vision trop optimiste de celles-ci, en particulier avec l'analyse du CCI d'alors sur "les années 1980, années de vérité". Ce qui est vrai pour le CCI le serait aussi pour le PCI "bordiguiste" qui voyait la révolution en 1975. Relevons déjà en passant que cet argument, la critique de l'analyse du CCI sur les années 1980, a surtout été utilisé par le... BIPR qui ne partageait pas du tout cette analyse. Il faudra donc que *Controverses* trouve une autre explication pour appeler à la dissolution du BIPR.

Mais surtout, ce constat - erroné et extrêmement dangereux politiquement, nous y revenons - s'appuie sur le supposé sabotage par Marx et Engels de la Ligue des communistes et de la 1^e Internationale que nous avons déjà abordée plus haut²⁹. Nous aurions beaucoup à dire aussi sur les raccourcis, et même sur l'utilisation des citations de Marx et Engels, du texte de *Controverses* afin de montrer que le maintien en vie des organisations du prolétariat dans les périodes de recul des luttes ne peut que les mener à la dégénérescence. Le texte ne fait aucune distinction ni entre les périodes historiques, ni entre les différentes formes d'organisation du prolétariat. Mais

29. De ce point de vue, le lecteur nous pardonnera cette parenthèse, il est, pour nous, pour le moins cocasse de relever que des militants, ceux de *Controverses*, viennent aujourd'hui sans aucune explication sur leur position et pratique passées prôner la dissolution de l'organisation au moindre coup de vent contraire venu. En effet, n'ont-ils pas participé à notre exclusion du CCI en 2001-2002, pour certains d'entre eux au premier rang, au nom de la « défense de l'organisation », c'est-à-dire qu'ils étaient embourbés dans le fétichisme d'organisation ? Alors même que nous leur affirmions que l'unité politique de l'organisation n'était plus. Il n'y a là qu'une contradiction apparente. En fait, que ce soit hier ou aujourd'hui, il s'agit, chez eux, de la même démarche et de la même erreur : un profond rejet (ou, au mieux, une incompréhension) du cadre collectif, des organisations politiques du prolétariat, comme lieu privilégié et indispensable, et même comme lieu unique dans la période actuelle pouvons-nous avancer, de la réflexion et de l'action communistes, des débats réels et des confrontations réelles de positions, des combats et de l'affrontement des oppositions. Le rejet "fétichisé" de l'organisation qui est le produit bien souvent d'une conception individualiste du militantisme, voire de la déception face au caractère collectif et anonyme de l'engagement et des luttes politiques dans l'organisation communiste, n'est que le calque inversé, sinon le résultat direct, du fétichisme de l'organisation qui, lui aussi, s'accompagne tout aussi souvent d'une conception tout aussi individualiste que la première, du rapport du militant à l'organisation - en particulier d'une vision mystifiée et "sacrificielle" de l'engagement communiste que nous avons qualifiée dans le CCI de "militantisme intégral".

surtout, il ignore complètement les luttes politiques qui ont accompagné ces processus de dégénérescence, en particulier le combat des fractions contre ces processus. Il n'évoque que des "petites minorités entre deux vagues de lutte" dont la fonction aurait été limitée au seul lien entre l'ancienne et la nouvelle organisation. Il nous suffira de relever le passage suivant pour rejeter comme typique du conseillisme, du rejet de l'organisation et du parti, la démarche actuelle de *Controverses* : "L'histoire a systématiquement démontré que, fondamentalement, ces dernières [les "expressions politiques organisées"] surgissent tout naturellement au cours des phases d'effervescence sociale et se disloquent lors des périodes de reflux". Plus conseilliste, tu meurs ! Nous ne développons pas plus ici car l'objet de notre critique du texte porte sur un autre aspect, plus immédiat, à savoir sur son objectif politique réel. Non seulement le texte appelle à la liquidation, au sabotage estiment les camarades des CIK, des organisations du camp prolétarien telles qu'elles existent aujourd'hui, mais pire encore il appelle à liquider tout leur héritage théorique, politique et organisationnel.

Revenons donc à la citation qui prétend qu'"il est minuit dans le siècle de la Gauche communiste". Toute une série de constats vient à l'appui de l'affirmation. Certains sont justes tels celui qui soulignent l'incapacité "à instaurer un espace commun de débat". Mais la plupart sont faux et portent en eux une remise en cause de la Gauche communiste. En effet, la thèse est que la Gauche communiste est en crise et n'a plus rien "produit" depuis la fin des années 1970 du fait qu'elle aurait surestimée la réalité de la lutte des classes dans les années 1980. "L'infléchissement à la baisse du nombre et de l'ampleur des luttes dans l'ensemble de la classe ouvrière dès le milieu des années 1970, et leur recul généralisé dès le début des années 80, seront à l'origine d'un décalage croissant au sein de ce courant : décalage entre une réalité objective marquée par ce reflux et un discours subjectif qui le nie (...). Au lieu de comprendre cet infléchissement et ce recul généralisé des luttes en adaptant leurs orientations et mode d'organisation comme Marx et Engels nous l'avaient appris, les principaux groupes de la Gauche communiste vont persister dans leurs erreurs d'orientation". A l'appui de cette thèse, surgie de nulle part, en tout cas que ces camarades sortent de leur chapeau aujourd'hui, blancs comme neige, alors même qu'ils ont participé à élaborer et défendre ces analyses durant presque trois décennies, vient d'abord l'argument du nombre de grève et de grévistes. Mais cela sans aucune référence explicite à un quelconque conflit, à une quelconque lutte ! Pas un mot sur la lutte des mineurs en Grande-Bretagne, pas un mot sur les luttes des COBAS en Italie, rien sur les grèves sauvages de cheminots en France et en Belgique, rien non plus sur les luttes dans les services publics, la sidérurgie dans différents pays, en particulier européens. Et surtout rien sur la grève de masse en Pologne ! Toutes ces expériences ouvrières n'ont pas existé selon *Controverses*. Alors effectivement, si l'on nie ces

expériences - auxquelles ces camarades ont pour la plupart directement participé comme militants du CCI -, il est difficile de prendre en considération les avancées **de la conscience de classe dans la classe**, c'est-à-dire dans les grandes masses ouvrières, que ces expériences ont permises : la remise en cause des syndicats au point que les ouvriers en lutte, s'organisaient, ou tendaient à s'organiser, de manière autonome en coordinations ou COBAS ; l'expérience de la confrontation au syndicalisme de base **dans ces organes** qui visait à détruire de l'intérieur ces tentatives d'organisation ; la question de l'extension de la lutte et du nécessaire affrontement aux syndicats, c'est-à-dire le combat pour la direction politique des luttes par les assemblées, le combat pour disputer aux syndicats l'organisation et la direction des manifestations de rue ; la question de la généralisation internationale des luttes ouvrières, et combien d'autres expériences encore et leçons politiques tel que le rejet des partis de gauche, et particulièrement des partis stalinien...

Nous laisserons aussi de côté ici l'affirmation que les groupes n'ont "plus connu de processus de regroupement (...) comme durant les années 1970". La constitution du BIPR n'est-elle pas un regroupement ? La constitution des sections du CCI en Suède et au Mexique ne font-elles pas partie d'un processus de regroupement ?...

Défendre le CCI contre les attaques de *Controverses*

Si l'on nie toute l'expérience des années 1980, alors effectivement les avancées théoriques et politiques que les organisations communistes ont accompli n'ont pas non plus existé (le lecteur nous pardonnera de nous référer presque uniquement aux avancées de notre organisation, le CCI). Il suffit pourtant de prendre les *Revue internationale* du CCI des années 1980, de lire leur sommaire, pour voir à quel point cette organisation s'est prononcée, a clarifié, approfondi, s'est réappropriée aussi des questions théoriques et politiques. Citons juste quelques unes en lien direct avec la réalité de la lutte des classes des années 1980 : sur le parti (parmi d'autres : *Sur le parti et ses rapports avec la classe*, 1983) ; l'indispensable rôle actif, "partie-prenante" disions-nous, des organisations communistes dans les luttes, leur rôle de direction politique, et donc leur présence au premier rang de l'affrontement aux syndicats et gauchistes (cf. une grande partie des éditoriaux de la revue tout au long de ces années) ; la distinction conscience **de** classe et conscience **dans** la classe ; *Les conditions historiques de la généralisation de la lutte de la classe ouvrière* (1981) et le processus de la grève de masse ; le cours historique ; mais aussi, la "critique de la théorie du maillon faible" qui définissait le rôle historique central du prolétariat d'Europe occidentale (*Le prolétariat d'Europe occidentale au centre de la généralisation de la lutte de classe*, 1982) en opposition à la position du BIPR de l'époque sur la question (cf. ses *Thèses sur les tactiques communistes dans les pays de la périphérie capitaliste*) ; le fonctionnement des organisations révolutionnaires ;

l'opportunisme et le centrisme dans la période de décadence (1986) ; la lutte contre le modernisme et le conseillisme ; la défense de la théorie de la décadence : *Comprendre la décadence du capitalisme* (1987) ; la défense des fractions dans l'histoire du mouvement ouvrier ; la guerre impérialiste et l'alternative guerre ou révolution ; la *Guerre, militarisme et blocs impérialistes dans la décadence du capitalisme* (1988) ; sur le jeu politique de la bourgeoisie face au prolétariat, *Machiavélisme, conscience et unité de la bourgeoisie*, etc...

Nous sommes sûrs de pouvoir trouver, peut-être à un degré moindre, tout une série de textes produits par le BIPR et même parmi les groupes bordiguistes qui ont survécu, qui participent tous de cet approfondissement et de ces avancées théoriques et politiques tout au long de ces années.

Ce que nous propose donc aujourd'hui *Controverses*, c'est d'ignorer tout cela, de faire comme si cela n'avait pas existé. Il s'agit là de la vieille rengaine "moderniste", sous une couverture plus soignée, qui prétend rejeter les apports des organisations du mouvement ouvrier et s'inscrire dans l'innovant. Alors, à l'image de tous ceux qui pataugent dans le milieu conseilliste d'aujourd'hui, et particulièrement autour de *Perspective internationaliste*, les camarades de *Controverses* affirment leur volonté de discuter avec tout le monde, loin des « chamailleries », c'est-à-dire aussi sans compte à rendre à qui que ce soit, "librement", c'est-à-dire sans référence aux débats du passé, sans référence aux principaux "fournisseurs" d'avancées théoriques et politiques de nos jours, à savoir les organisations du camp prolétarien - que l'on soit d'accord ou pas avec les positions développées ne change rien à la méthode. Bref, ils veulent bien discuter de tout sauf de ce qui... fâche : les divergences politiques réelles et les prises de position qui engagent. S'il ne s'agissait que de cela, ce ne serait pas trop grave. Mais il y a pire. Profitant du sectarisme et des faiblesses politiques des principales organisations de la Gauche communiste, *Controverses* et la mouvance qui s'agglutine actuellement autour de cette revue semblent offrir une alternative à ses faiblesses auprès des éléments dispersés et isolés qui se rapprochent de la Gauche communiste et qui sont désemparés face à sa situation. Elle les mène à l'impasse et à la négation de la Gauche communiste **réelle**, celle qui existe aujourd'hui et autour de laquelle il faut se regrouper malgré ses faiblesses. La responsabilité première n'en revient pas à *Controverses*, mais bel et bien à la dérive opportuniste gravissime du CCI et aux hésitations et manque d'assurance, pour ne pas dire tendance au sectarisme, de la Tendance communiste internationaliste.

Néanmoins le combat politique contre la fausse alternative que proposent les camarades de *Controverses*, c'est-à-dire le combat politique contre le danger du conseillisme - surtout aujourd'hui que le CCI tire un trait d'égalité entre la Gauche communiste et l'anarchisme -, n'en reste pas moins nécessaire. Voilà comment nous

avons averti ces camarades et l'ensemble du camp contre leur démarche dès leurs premières apparitions et publication publiques :

"Enfin, un petit commentaire rapide sur le Forum pour la Gauche communiste internationaliste : il s'agit donc, apparemment, de militants ayant quitté dernièrement le CCI. Nous avons pris connaissance du premier numéro de Controverses. Et disons-le sans fard, cette première lecture indique que ces camarades semblent vouloir prendre un chemin qui ne peut que les mener à la confusion politique et à la remise en cause des acquis du CCI et de la Gauche communiste. Déjà, en terme de méthode : ils ne disent pas quel a été leur parcours politique, ce qui les a amené à rompre avec le Courant et donc ne semblent pas vouloir s'inscrire dans la revendication, critique, d'une continuité théorique, politique et organisationnelle. Conséquence politique immédiate de ce rejet de tout cadre théorico-politique impératif et contraignant lié à leur histoire : d'une part, ils ne s'engagent pas dans un combat au sein du CCI pour défendre leurs positions et assumer leur opposition à la politique actuelle, et d'autre part ils se sont jetés avec un enthousiasme sans fondement, autre que la bonne volonté s'exprimant dans le désir de "surmonter tous [les] legs du passé", à savoir la dispersion, les profondes divergences et les "blessures douloureuses [des] avant-gardes du prolétariat", sur l'Appel de PI au point d'en être devenus le principal et zélé propagandiste en Europe. Ils sont donc "libres" de toute continuité et de toute référence. La conséquence la plus évidente et la plus immédiate de cette "liberté" recherchée d'avec leur propre passé politique, se retrouve par exemple dans le texte sur la situation internationale de leur revue, Tendances et paradoxes de la scène internationale. Ce texte, sans aucune référence aux analyses et positions développées par les principaux groupes communistes, sans aucune référence même au CCI et à ses positions opportunistes en la matière, est incapable de dégager une quelconque perspective pour le monde capitaliste et se refuse à prendre position sur les principales questions théoriques et politiques qui se posent aux révolutionnaires : est-ce que l'alternative historique posée par le marxisme, guerre ou révolution, reste valable ? Est-ce que le monde capitaliste s'oriente vers un renforcement des contradictions entre les plus grandes puissances impérialistes dont la dynamique propre ne peut déboucher que sur une troisième guerre mondiale généralisée ? Est-ce que la guerre impérialiste reste une question centrale à laquelle est confronté le prolétariat international ? Tout en reprenant une vision s'apparentant à celle de la théorie de la décomposition du CCI actuel, l'article n'en dit pas un mot. Nous aurions d'autres critiques, tant sur la méthode et la démarche des camarades donc, qui ne peuvent, selon nous, que les mener à s'éloigner, à quitter, le terrain du marxisme et du combat politique communiste, que sur des prises de position qui en découlent, mais tout cela mériterait une critique plus élaborée de notre part que nous ne pouvons

accomplir ici. Néanmoins, il nous semblait impossible d'ignorer l'apparition de ce Forum et de ne pas en informer nos lecteurs et le camp prolétarien" (Bulletin 47 de la Fraction interne du CCI, *Présentation sur l'Appel au milieu pro-révolutionnaire* » Nous soulignons aujourd'hui).

Malheureusement, notre prédiction était largement en deçà de ce que ce groupe a développé depuis. Aujourd'hui, les camarades de *Controverses* en arrivent à appeler presque ouvertement au sabotage du CCI et de la TCI et surtout à l'oubli, l'ignorance, bref à la liquidation, des débats et des avancées théoriques et politiques de trois décennies !

Nous disons aux CIK, que même si nous maintiendrons avec les membres de *Controverses* une attitude fraternelle, nous voyons mal comment nous pourrions sur cette base, dans ce cadre, mener des discussions réelles, "positives", avec toute cette mouvance conseilliste. Nous ne pouvons que la combattre comme nous avons combattu l'Appel au milieu "pro-révolutionnaire" de *Perspective internationaliste*. Nous espérons que, contrairement à Jung, ils "se laisseront (...) convaincre qu'il existe une différence de principe entre nous et" les camarades de *Controverses*, qu'ils ne s'en tiendront pas "à l'opinion qu'il s'agit uniquement de chamaillerie personnelle" pour paraphraser Marx cité au début de ce texte.

Le cours historique actuel et le danger du conseillisme

"Nous pensons que le conseillisme constitue le plus grand danger pour le milieu révolutionnaire dès aujourd'hui, et bien plus que le substitutionnisme [les visions du parti défendues en particulier par le courant "bordiguiste"], il deviendra un très grand péril pour l'intervention du parti dans les luttes révolutionnaires futures. (...) Si le substitutionnisme constitue un danger surtout en période de recul dans la vague révolutionnaire, le conseillisme est un danger bien plus redoutable, surtout dans la période de montée de la vague révolutionnaire" (*Revue internationale* 40 du CCI, 1985, Le danger du conseillisme³⁰).

Les CIK citent un texte d'*Internationalisme* (GCF) de 1947 - rédigé par le camarade MC - pour appui à leur avis selon lequel il convient d'ouvrir la discussion et les débats à tous les éléments et groupes qui prétendent se revendiquer de la Gauche communiste, indépendamment de leur dynamique et de leur histoire. Il s'agit là, selon nous, d'une erreur dangereuse. D'une part, nous ne pouvons mettre sur le même plan les groupes historiques et les groupes et éléments isolés qui cherchent à se regrouper - à se référer - autour d'eux d'une part et, d'autre part, les groupes et individus qui rejettent ces organisations, le cadre historique et collectif qu'elles

portent, et qui appellent même à leur disparition - *Controverses* exprimant tout haut, c'est son mérite, ce que les autres pensent et souhaitent tout bas. D'autre part, et du fait même des faiblesses - le sectarisme en particulier - des groupes historiques qui structurent le camp prolétarien, ou milieu politique prolétarien, "ouvrir la discussion à toutes les bonnes volontés", c'est-à-dire sans méthode et exclusive, signifie concrètement aujourd'hui, dans la réalité, plonger dans le milieu anti-parti, dans le marais dont le groupe conseilliste *Perspective internationaliste* est l'expression la plus caricaturale.

Le texte d'*Internationalisme* cité, rappelons-le en passant, n'appelle pas à la dissolution des groupes révolutionnaires face à la pire des situations contre-révolutionnaires. Mais surtout, la période de contre-révolution extrême dans laquelle il se situe, et ses conséquences sur l'activité des groupes communistes, ne peut être comparée à celle d'aujourd'hui. Malheureusement, les CIK ne prennent pas en compte - c'est un débat que nous avons à ce jour à peine abordé avec les camarades malgré, pour le moins, des incompréhensions sinon des divergences - la réalité du cours historique actuel de la lutte des classes. Si on peut "comprendre", sans les partager, les hésitations que des camarades pouvaient avoir il y a quelques années encore pour reconnaître l'existence d'une dynamique historique vers des confrontations de classes décisives, l'explosion de la crise et les réactions ouvrières croissantes et massives sur tous les continents sont depuis lors venues largement confirmer la réalité d'un cours historique vers des confrontations massives de classes. Et c'est justement le moment où on nous invite à dissoudre les organisations de la Gauche communiste et à faire table rase de leurs expériences ! Au moment même où le prolétariat en lutte va de plus en plus avoir besoin, un besoin crucial, de ses expressions les plus avancées, les plus hautes, les plus conséquentes, de sa propre conscience de classe, on nous demande de les détruire ! Paraphrasant la citation, nous sommes en droit de demander aux camarades si "les conditions et les facteurs qui ont déterminé la plus profonde défaite du prolétariat et la nuit historique de la période présente [celle de 1947] dans laquelle a sombré le mouvement ouvrier révolutionnaire ne sont [elles pas] épuisées" depuis lors ? N'y-a-t-il eu aucune "modification du cours avant la généralisation de la prochaine guerre impérialiste" que la GCF voyait comme imminente ? Surtout depuis l'éclatement de la crise ouverte et les réactions ouvrières internationales qui se font jour maintenant. En conséquence, "les révolutionnaires [d'aujourd'hui en 2010] ne peuvent [-ils] prétendre exercer une influence directe et efficace sur les événements" ? N'être que "des îlots, des hommes allant consciemment et volontairement contre le courant (...) forcément isolés des grandes masses du prolétariat" [nous soulignons] ?

Pris par leur désir *centriste* de concilier les thèses de *Controverses* et les nôtres, entre l'appel explicite à la liquidation des organisations communistes d'aujourd'hui

30. <http://fr.internationalism.org/rinte40/conseil.htm>. Pour notre part, nous continuons à nous revendiquer de la position que le CCI avait définie alors sur le danger du conseillisme. Qu'en disent le CCI d'aujourd'hui et les membres de *Controverses* ?

et l'appel à les défendre et les renforcer, les camarades finissent par dénaturer le sens politique du texte d'*Internationalisme* et à concéder finalement que les groupes communistes d'aujourd'hui ont commis l'erreur de "s'évertuer à subsister". Nous avons vu que l'explication des conseillistes à propos de ce qu'ils appellent la "faillite" du camp prolétarien, de ce que nous considérons comme les faiblesses et insuffisances de ce camp, ne tient pas la route et porte en elle, dans un premier temps, l'abandon de l'expérience et des acquis politiques de décennies et *in fine* l'abandon du cadre politique, théorique, programmatique et organisationnel de la Gauche communiste.

Nous avons aussi vu que le soit-disant recul des luttes dans les années 1980 était inexistant - même s'il y a eu des avancées et des reculs durant cette période bien évidemment - et qu'il ne pouvait donc expliquer le pourquoi des difficultés du camp prolétarien aujourd'hui. D'autant qu'il n'y a pas de lien mécanique entre les aléas du développement de la lutte des classes et le développement des organisations communistes - des périodes de recul pouvant très bien correspondre à des moments de renforcement politique et même numérique des organisations.

Les faiblesses du camp prolétarien sont à la fois beaucoup plus profondes, plus "historiques", et en même temps la situation historique actuelle favorise leur dépassement. Appeler à la dissolution des groupes communistes d'aujourd'hui alors que la situation est au développement massif des luttes ouvrières n'en est que plus stupide et dangereux. En effet, les difficultés des forces communistes sont de trois ordres :

- elles continuent à souffrir, comme la classe ouvrière dans son ensemble, du poids de la contre-révolution, en particulier du stalinisme. Jamais dans son histoire auparavant, le prolétariat n'avait subi une période aussi longue, 50 ans, de contre-révolution. Une des expressions principales du poids de celle-ci sur le prolétariat et ses minorités d'avant-garde est justement la crainte du "politique", la sous-estimation et le rejet du rôle **actif, dirigeant**, des organisations communistes et de la conscience de classe, le rejet de l'affrontement politique avec les forces du capital et tout particulièrement avec son État. Bref, une des expressions du poids négatif de la contre-révolution est justement le conseillisme sous toutes ses variantes ;

- elles souffrent aussi, autre conséquence de la contre-révolution, de la rupture organique d'avec les organisations précédentes. Jamais la classe ouvrière et ses minorités politiques n'avaient connu une coupure aussi nette et aussi longue avec les organisations du passé. Les liens qui subsistent encore aujourd'hui sont si ténus, si minces - seuls le PCInt-*Battaglia comunista* et les PCInt "bordiguistes" peuvent formellement en revendiquer³¹ - qu'il faut prendre en compte qu'il y a eu une véritable

31. Encore que leur refus, ou réticences, de se revendiquer de la Fraction italienne en exil (*Bilan*), seule continuité organique alors avec le PC d'Italie, en atténue encore plus la réalité.

rupture de la continuité organique³² ;

- enfin, le renforcement de la bourgeoisie au niveau de ses armes anti-prolétariennes, surtout aux plans idéologique et politique qu'elle a su développer dans la période de décadence. Le développement du capitalisme d'État ne touche pas qu'au plan économique. Ce sont tous les secteurs de la société que l'État capitaliste s'est ingénié à occuper et à absorber. Les conséquences pour les conditions de vie et de lutte du prolétariat en sont d'importance : il n'y a plus de possibilité de vie politique permanente - Bourse du travail, syndicats de masse, partis de masse, etc... - pour le prolétariat et l'État capitaliste fait tout pour éliminer et faire taire toute expression qui lui soit opposée par sa main-mise sur tous les rouages de la société - nous ne pouvons développer ici - et tout particulièrement sur les petites organisations communistes.

Et pourtant, cette situation ne doit pas nous inviter à baisser les bras. Au contraire, à l'opposé des conseillistes, les communistes s'accrochent d'autant plus à la question de l'organisation politique du fait que l'État capitaliste est devenu totalitaire comme jamais. Autant la pression sur les groupes communistes est énorme, autant nous devons nous accrocher à ceux-ci. Si nous attendons que le prolétariat fasse surgir spontanément, mécaniquement, du développement de sa lutte, les organisations communistes et le parti, alors nous nous retrouverons à coup sûr dans la situation du type de l'Allemagne en 1918. Et même en pire. Alors, nous le savons, c'est la défaite assurée. Comme nous l'avions déjà dit, entre *Berlin 1918* et *Petrograd 1917*, nous choisissons sans aucune hésitation 1917.

Aussi petits soient les petits groupes communistes, et quelle que soient leurs faiblesses, ils sont le lien indispensable qu'il faut maintenir à tout prix afin de pouvoir doter le prolétariat au plus vite de sa principale arme : l'expression organisée et la plus haute de sa conscience de classe, le parti communiste. Ils sont le dernier fil qui nous relie à ce passé si précieux et certains veulent nous le couper ! C'est criminel. Qu'ils ne s'étonnent pas de nous trouver à les combattre de toutes nos forces.

Décembre-janvier 2010-2011

La Fraction de la Gauche communiste internationale.

32. Nous ne pouvons ici revenir sur les conséquences négatives profondes de cette rupture organique. Mentionnons parmi celles-ci le sectarisme qui n'avait jamais autant sévi au point que les communistes d'aujourd'hui sont incapables à ce jour de reprendre les traditions passées dans les relations entre groupes et courants, au point qu'ils s'ignorent et se décrètent "l'axe, ou la colonne vertébrale, du futur parti".

Texte de la Tendance communiste internationaliste Sur les événements douloureux du passé

Le texte de la Tendance communiste internationale qui suit, date de 2009. Il est un résumé du Rapport sur l'Assemblée générale annuelle du PCInt (Battaglia Comunista) publié dans sa presse et sur son site web (<http://www.leftcom.org/fr/articles/2010-12-05/sur-les-événements-douloureux-du-passé>). Il a été reproduit sur le site de la revue Controverses, celle-là même qui a décrété "la faillite des groupes de la Gauche communiste" et qui appelle à leur dissolution (cf. notre réponse aux CIK dans ce bulletin). En effet, Controverses a trouvé un écho à sa propre démarche et méthode chez des militants de la TCI (BIPR alors) qui ont déserté cette organisation en 2009, tout comme les camarades de Controverses l'ont fait avec le CCI. L'abandon du PCInt sans combat pour défendre leurs critiques et leurs propres positions au sein de l'organisation, leur absence de plate-forme politique – comme le souligne le texte de la TCI – vient non seulement participer de la dispersion du camp prolétarien et de son affaiblissement, mais surtout renforcer les tendances liquidationnistes et anti-organisation qui prolifèrent actuellement et dont la revue Controverses semble être devenue un point de ralliement.

Face à l'offensive actuelle contre l'utilité et l'existence même des groupes de la Gauche communiste, nous estimons très important de participer à faire connaître la réponse de la TCI le plus largement possible ; et nous en profitons pour la saluer et la soutenir. En condamnant l'attitude de désertion de ses propres démissionnaires, elle condamne en même temps l'attitude et la démarche de Controverses et de tout le ramassis anti-organisation qui essaie de s'agglomérer autour. Effectivement, "leur méthode (à tous) était erronée et fautive pour quitter le Parti" tout comme "avancer l'idée qu'il existe une dérive politique et ne pas se présenter au congrès appelé à en discuter ne peut être pris au sérieux".

*Notre seule réserve sur ce texte est secondaire face aux nouveaux liquidateurs et à la dispersion des forces communistes ; mais elle n'en est pas moins très importante du point de vue du combat pour le regroupement des forces communistes. Elle porte sur l'affirmation que "une organisation communiste ne peut **uniquement** se développer qu'à travers de son intervention dans la classe et dans les luttes réelles" (nous soulignons). Voilà une vision pour le moins réductrice que Lénine en son temps, dans Que faire ? par exemple, avait critiqué dans son combat contre l'économisme. Si la critique du "cercle de discussion" nous semble en l'occurrence justifiée, les camarades de la TCI oublient le rôle fondamental des débats, des confrontations de positions politiques, des polémiques et critiques au sein même du camp communiste, pour le renforcement et le développement du processus menant à la constitution du parti. C'est-à-dire qu'ils sous-estiment gravement, selon nous, le rôle "dirigeant", d'avant-garde politique, la responsabilité politique irremplaçable des groupes communistes vis-à-vis de l'ensemble du prolétariat international comme principale et plus haute expression de sa conscience de classe.*

Cette considération (et critique) n'atténue en rien le soutien fondamental que nous apportons à leur position contre la politique, malsaine à notre sens, des camarades de l'Instituto Damen et de Controverses. Dans le combat d'aujourd'hui, de la période historique présente, pour le parti, nous sommes du même côté de la barricade et continuerons à tout faire pour que la TCI assume, de manière beaucoup plus décidée qu'elle ne le fait, le rôle de pôle de regroupement qui lui échoit depuis la dérive opportuniste du CCI. Nous en revenons, là, à la question du regroupement et renvoyons nos lecteurs à notre réponse aux CIK dans ce numéro.

Sur les événements douloureux du passé

Le 30 avril de cette année a été créée une association sous le nom d'« Instituto Onorato Damen » [http://www.istitutoonoratodamen.it/...](http://www.istitutoonoratodamen.it/) Elle est formée par les camarades qui ont constitué durant plusieurs années la section de Catanzaro du Parti Communiste Internationaliste (PCInt <http://www.leftcom.org/fr>). Ces camarades ont été formellement exclus de l'organisation le 10 mai lors de l'AGM [1], mais avant tout parce que l'ex-section de Catanzaro avaient déjà quitté les rangs du PCInt et donc de son Bureau International pour former l'association mentionnée ci-dessus. Nous avons décidé de ne pas commenter la naissance de cet institut afin d'éviter des polémiques inutiles. Nous avons appris depuis lors que cette association a produit un document ("Punto e capo...")

<http://www.leftcommunism.org/spip.p...>) qui a été envoyé, entre autres, à nos lecteurs et sympathisants car ils détiennent toujours notre liste d'abonnés. Dans ce document, ils nous attribuent des positions qui ne font absolument pas partie de notre patrimoine politique, positions que nous condamnons et contre lesquelles nous luttons. Nous sommes donc obligés d'apporter une petite précision pour nos lecteurs et sympathisants.

Si nous voulions vraiment porter un jugement complet sur le comportement politique de ces camarades, nous aurions besoin d'une brochure entière. Il y a tellement de comportements de leur part que nous pourrions relever, mais le risque serait de nous perdre dans une polémique futile. Nous avons donc décidé de ne considérer que les aspects qui nous permettent de souligner combien leur

méthode politique était erronée et fautive pour critiquer puis quitter le *Parti Communiste Internationaliste*.

Venons-en au fait. Dans leur document (« *Punto e a capo...* ») ils soutiennent que notre organisation s'est récemment orientée vers des positions mouvementistes, situationnistes et anarcho-syndicalistes. Ce document est daté du 30 Juillet 2009, mais la théorie concernant certaines déviations politiques présumées a été avancée par un de ces camarades en Octobre 2007 lors d'une réunion du *Comité Exécutif* (CE) [2]. La discussion au sein du CE a pris fin avec le camarade quand il a été mandaté pour préparer un document pour tous servant comme base de départ pour un travail de formation sur la question de la relation entre le parti et la classe. Ce camarade n'a jamais produit le document en question. En remontant à la réunion du CE d'avril 2007, ce même camarade s'était chargé, en collaboration avec le reste de la section de Catanzaro, de préparer un document servant d'introduction à un travail de clarification pour les membres du parti sur le thème de la conscience de classe et de l'intervention. Ce document n'a, lui aussi, jamais été produit. Mais alors, pourquoi ces camarades n'ont-ils pas posé la question de l'existence d'une *déviaton politique* lors de l'AGM d'avril 2008 ? De plus, en décembre 2008, dans une lettre adressée à la CE, la section de Catanzaro a proposé la convocation d'une assemblée générale dont l'ordre du jour aurait été l'approbation d'un document pour exprimer clairement notre conception des rapports parti/classe et de la question de l'intervention. Pour la troisième fois consécutive, ce même camarade de Catanzaro s'est chargé de rédiger ce document pour l'envoyer à la CE et à tous les militants en vue de l'AGM. Or, ce document n'est jamais arrivé parce ces camarades avaient étonnamment décidé de ne pas assister à cet AGM qu'ils avaient pourtant convoqué ! L'*Assemblée Générale des Militants* s'est dûment tenue les 9 et 10 mai [3]. La première journée a été entièrement consacrée à la discussion des questions soulevées par les camarades de Catanzaro qui, comme nous l'avons déjà dit, avaient déjà décidé de ne pas y prendre part.

Ils avaient théorisé la présence d'un glissement ou d'une dérive politique et ils ont amplement eu l'occasion de traiter cette question de façon sérieuse. Vous ne pouvez pas avancer une critique aussi grave pour refuser ensuite de participer à l'*Assemblée Générale des Militants* (qui, pour nous, est l'équivalent d'un congrès).

Avancer l'idée qu'il existe une dérive politique et ne pas se présenter au congrès appelé à en discuter ne peut être pris au sérieux. Ces camarades affirment avoir réglé la question par un courriel. Ils prétendent que les réponses qu'ils ont reçues de la part des autres camarades à leurs commentaires par courrier électronique étaient brèves et superficielles. Mais enfin, nous parlons ici d'une dérive politique présumée du *Parti Communiste Internationaliste*, d'une discussion si grave et importante qu'il était nécessaire d'en discuter au congrès ou à l'AGM ! Au lieu de cela, ces camarades se sont livrés à un comportement totalement destructeur qui a outrepassé le principe du centralisme démocratique. C'est un

comportement qui est à des années-lumière de la tradition politique de la *Gauche Communiste* et du *Parti Communiste Internationaliste* en particulier.

Tel est l'un des deux aspects dont nous souhaitons informer nos lecteurs. L'autre aspect concerne l'absence de fondement à leur accusation de dérive mouvementistes [4]. Malgré l'absence de ces camarades, l'AGM s'est tenue sur les questions politiques qu'ils avaient posées. Il a également été décidé de produire un document à usage interne pour notifier le contenu de cette réunion. Nous avons décidé d'en faire un compte rendu public (« *A propos des derniers événements douloureux* ») afin de clarifier - pour nos lecteurs et sympathisants - les questions politiques soulevées par nos ex-camarades. Comme nous l'avons déjà dit, l'accusation d'une dérive n'a aucun fondement et, de toute façon, ces camarades auraient eu toutes les opportunités au cours de l'AGM pour clarifier cette question (ou du moins d'essayer !) s'ils avaient été disposés à le faire.

Ces camarades ont maintenant formé une association en prenant, malheureusement, le nom d'Onorato Damen. Sa naissance a été annoncée par un "communiqué" dans lequel on peut lire : « *Un tel institut a pour fin, l'étude, la recherche et la diffusion des principes du socialisme scientifique consolidés au fil du temps par la gauche communiste internationale contre le stalinisme et toutes les formes d'opportunisme* ». Un opportunisme que condamnent ces camarades en paroles, mais qui semble les inspirer en pratique. Ce "communiqué" a été envoyée, entre autres, à tous les épigones du bordiguisme, au CCI et ses dissidents, aux ex de *Lotta Comunista*, etc., en fait, à l'ensemble du milieu politique que ces camarades avaient toujours, justement, fortement critiqué. Ils ont également envoyé ce communiqué à notre adresse centrale, même si nous sommes, selon eux, des mouvementistes et des situationnistes, etc.

Dans ce communiqué nous lisons : « *Cette tâche de recherche, d'élaboration et de diffusion distingue l'Institut comme étant essentiellement un lieu de débat qui sera ouvert aux contributions de tous ceux qui en ressentiront la nécessité et qui montreront une certaine sensibilité à ces thèmes et à la perspective historique qui constitue l'objectif final de la lutte d'émancipation et de libération du prolétariat dans sa globalité* ». Ouvert aux contributions de tous ceux qui en ressentent la nécessité (quelle nécessité ?), qui montrent une certaine sensibilité (qu'est ce que cela signifie ?) en direction de ces questions. La chose - du moins jusqu'à présent - semble être vague, en dit peu et est donc opportuniste. Quelle sera la plate-forme politique de cette association ?

Comme ils l'énoncent eux-mêmes, l'Institut est essentiellement un lieu de discussion et leur communiqué donne l'impression qu'il est un cercle d'étude ou une maison d'édition. Il s'agit d'un type d'organisation qui a peu d'intérêt pour des révolutionnaires comme nous. Nous ne sommes pas intéressés à nous considérer comme un cercle de discussion parce que nous sommes convaincus qu'une organisation communiste ne peut uniquement se développer qu'au travers de son

intervention dans la classe et dans les luttes réelles : « *La base solide pour la stratégie du prolétariat est la nécessité du parti de classe comme instrument de la lutte révolutionnaire* » (Onorato Damen *Battaglia Comunista*, 1950).

Nous allons continuer notre travail de formation et d'enracinement des cadres communistes au sein de la classe ouvrière pour construire une organisation politique du prolétariat. Nous maintiendrons toujours, de toutes nos forces, cette intervention dans la classe ouvrière – dans les luttes dans lesquelles elles s'expriment – qui est au cœur de notre travail politique. Ce n'est donc pas par hasard que nous voulons terminer cet article en attirant l'attention sur cette question et ce n'est pas un hasard non plus que nous évoquons les paroles d'Onorato Damen à ce propos : « *Nous devons rassembler les forces de la révolution, même en petit nombre, même partiellement détruites, endommagés, hésitantes, à l'intérieur de la lutte des travailleurs, pour les regrouper dans une activité politique militante, et pas seulement dans l'écriture de textes sur une machine à écrire, ce qui est uniquement une activité personnelle et une activité toujours très*

discutable aussi bien dans ses intentions que dans ses résultats » Onorato Damen, *Battaglia Comunista* - 11/1958.

NZ

[1] L'AGM représente l'*Assemblée Générale des Militants* à laquelle tous les membres du PCInt prennent part. Elle agit comme un *Comité Central* et elle élit l'organe central de l'organisation : le *Comité Exécutif* ou CE.

[2] Ce camarade de l'ex-section de Catanzaro faisait partie de la CE du parti. En fait c'est ce camarade qui joua le rôle principal dans ces événements absurdes.

[3] L'AGM a aussi élu le nouveau CE comme il advient chaque deux ans.

[4] En se référant à nos articles récents, il devrait être suffisant de lire plus particulièrement l'article "*The G20 Meltdown Protest*" (BC, mai 2009) et la brochure "*Youthful spontaneity and the revolutionary party*" pour comprendre combien nous sommes éloignés du mouvementisme.

Combat contre l'opportunisme

Mise au point (5 décembre 2010)

A l'occasion des mobilisations ouvrières de cette fin 2010 en France, plusieurs militants qui avaient contribué à la constitution de la Fraction interne du CCI, se sont retrouvés sur des lieux de lutte à Paris - notamment dans des "Assemblées générales interprofessionnelles" - en présence de membres éminents du CCI actuel. A l'occasion de ces "rencontres", nos camarades - qui, jusque là, n'ont connu de la part des représentants du CCI que mépris, agressivité et même brutalités - ont, ébahis, eu droit à des bises et des poignées de main chaleureuses. Plus encore, certains militants du CCI sont allés jusqu'à leur proposer de "*renouer des relations fraternelles... à condition qu'ils reconnaissent certaines prétendues fautes de comportement qu'ils avaient eues lors de la crise organisationnelle qu'a subie le CCI en 2001-2002*". C'est un clair refus qu'ils ont eu en retour de la part de ceux-là mêmes qu'ils ont pourtant exclus du CCI, puis dénoncés dans la presse internationale du CCI, dans les réunions publiques, auprès des autres groupes de la Gauche communiste et auprès de tous leurs sympathisants, comme des flics, des nazis, des voleurs, des maîtres-chanteurs etc. ; et à propos desquels ils avaient adopté une résolution interne interdisant toute relation avec ces parias. Aujourd'hui, après une énorme crise organisationnelle et dix années de la vie du CCI marquées par une profonde et interminable dérive opportuniste, des militants de cette organisation nous proposent, en fait, d'"effacer le tableau", de "donner un grand coup d'éponge" et de faire comme si rien ne s'était passé.

Nous tenons à dénoncer publiquement cette attitude - **attitude politique** typique de l'opportunisme - qui consiste à réduire les divergences politiques à des questions personnelles, voire à de supposés comportements individuels. Derrière cette attitude, derrière cette apparente "main tendue", l'action politique de l'opportunisme politique qui liquide actuellement notre organisation reste la même : esquiver la discussion politique, c'est-à-dire la confrontation politique réelle, celle qui oppose deux lignes politiques inconciliables.

"*Les termes d'un débat et d'un combat politique sur des positions politiques divergentes en matière d'organisation, de fonctionnement et de militantisme et d'engagement militant, sont posés et ne pourront plus être mis sous la table, cachés, ni même esquivés*" (Bulletin interne de Révolution internationale n°244, 16 mai 2001) affirmions-nous déjà alors, **bien avant** que nous soyons accusés d'être des voleurs de notes de réunion, de militants indignes, puis d'utiliser des méthodes nazis, d'être des flics, etc... Les presque dix ans qui nous séparent de cette affirmation ont largement, et ô combien, vérifié notre avertissement.

Il ne s'agit donc pas de questions de personne, ni de comportements³³.

33 Même si certains comportements restent encore aujourd'hui, au sein même du CCI, ceux-là pour le moins douteux mais assurément indignes d'un militant communiste, et qu'il faudra bien un jour aussi les sanctionner - mais là n'est

Il y a deux lignes politiques opposées :

- l'une qui essaie de défendre les positions politiques du CCI, en premier lieu sa Plateforme politique aujourd'hui directement attaquée et liquidée, la tradition et l'héritage politique de cette organisation, tant au plan théorique, politique qu'organisationnel ;

- l'autre qui trahit les positions de toujours du CCI, sa Plateforme - depuis la question des organisations anarchistes présentées comme révolutionnaires, en passant par le rejet de l'alternative historique guerre ou révolution, celui des fondements théoriques de la "décadence", par l'introduction de méthodes organisationnelles qui n'ont rien à voir avec la tradition du mouvement ouvrier, la liquidation des statuts d'origine du CCI, etc...

Ces deux lignes s'opposent et l'une élimine **politiquement** l'autre.

Pour notre part, nous avons toujours continué à "saluer" les militants du CCI que nous rencontrions, continué à les considérer comme des militants communistes, continué à considérer que nous faisons partie du même camp, malgré les divergences politiques importantes qui nous séparent, malgré leurs insultes et même leurs agressions physiques contre nous (afin de nous interdire l'accès aux réunions publiques du CCI). Pour notre part, la question n'est pas d'avoir ou de ne pas avoir de relation "fraternelle", mais d'avoir des **relations politiques**. Nous, nous sommes prêts à "renouer" ces relations-là.

Cela veut dire, concrètement, d'un point de vue de classe, d'un point de vue communiste et marxiste, la réintégration de tous les militants exclus - évidemment ceux qui en ont l'intention - en tant que minorité organisée, pour notre part en tant que fraction, avec tous les moyens et les droits que les statuts du CCI d'origine définissent pour l'existence et l'activité d'une fraction.

Car, que personne n'en doute, le seul fondement d'une reprise des "relations fraternelles" ne peut exister que si le CCI actuel accepte le seul "débat" digne de ce nom en terme de classe : la confrontation des positions politiques divergentes, et l'affrontement ouvert, frontal, entre la ligne opportuniste et liquidatrice qui domine aujourd'hui cette organisation et la ligne qui défend les positions de principes et les orientations politiques d'origine du Courant communiste international.

Le reste n'est que magouille, fuite devant la confrontation politique, refus du "débat", et opportunisme.

La Fraction de la Gauche communiste internationale.

1e décembre 2010.

"Tout ne sera pas rose quand la révolution commencera, mais il s'agira de créer les conditions nécessaires pour libérer l'humanité du besoin, pour lutter contre tout retour en arrière, contre toute tentative des anciennes conditions sociales de se reformer d'une manière ou d'une autre, à la faveur des hésitations du prolétariat.

***Le rôle du parti** est, avant la révolution, de développer et de conserver la vie à l'expression la plus avancée de la conscience de la classe. Toute conception du parti qui, de quelque manière que ce soit, empêcherait, dans la vie du parti, la conscience révolutionnaire de s'exprimer et de se développer, exprimerait en réalité une tendance réactionnaire et irait à l'encontre des intérêts historiques de la classe ouvrière. La révolution commencée, le rôle du parti reste toujours le même : entretenir et développer dans la classe ouvrière la conscience de la tâche révolutionnaire de celle-ci.*

La révolution ne se fait pas contre le prolétariat. Il faut donc permettre aux couches les plus retardataires de développer toutes leurs objections, en évitant de renouveler des aberrations de la révolution comme le fut Kronstadt (1921), expression typique d'une révolution qui se heurtait à des problèmes qu'elle n'était pas encore en mesure de résoudre."

("On nous écrit" - Internationalisme n° 27)

Sur la théorie de la décomposition du CCI

Un camarade sympathisant de notre fraction nous a récemment interpellé sur le "Rectificatif" que nous avons fait (et que nous publions à la fin de ce texte) suite à la sortie de notre Bulletin n° 3 dans lequel nous avions, par inadvertance, repris le "Nos positions" du CCI actuel dans sa version PDF. Plus particulièrement, ce camarade s'est étonné et nous a questionné par rapport au fait que le "Nos positions" de notre Fraction ne reprend pas la vision de "la période de décomposition" défendue, ces dernières années, par le CCI. Voici de très larges extraits de la réponse que nous lui avons faite.

Ce camarade est un ex-militant du CCI, démissionnaire lors de la crise organisationnelle de 2001 qui a vu notre exclusion en mars 2002. Il y a donc une référence au combat interne que nous avons mené au sein de cette organisation, en particulier la réunion plénière du Bureau international du CCI en janvier 2002. Alors que nous étions interdits de participer aux réunions régulières de l'organisation et de publication dans les bulletins internes (!) depuis plusieurs mois, cette réunion de l'organe central du CCI fut la dernière dans laquelle nous pûmes encore nous exprimer au sein de notre organisation et essayer, malgré de multiples provocations, tentatives de manipulations et manoeuvres, des insultes mêmes, de défendre, entre autres choses, les véritables positions du CCI sur l'impérialisme et la "décomposition" suite aux attentats du 11 septembre 2001 à New-York et aux manifestations ouvrières en Argentine de l'hiver 2001.

Notre réponse

Paris, 15 novembre 2010.

Cher camarade,

(...) Tout cela pour te dire que, pour répondre à ton mail et à ta surprise, j'ai de suite été voir ce que nous avons écrit sur la "décomposition". Je te résume très rapidement dans l'ordre chronologique jusqu'en 2004 - je crois que ça suffira.

Dès le bulletin n°4 de la fraction interne, en **décembre 2001** !, quelque semaines après le 11 septembre donc, nous écrivions que *"si la brutale accélération mondiale de la situation (...) révèle et confirme une chose, c'est d'abord (...) la plongée dans une crise mortelle face à laquelle la bourgeoisie n'a qu'une réponse, qu'une politique possible : la marche à la guerre (...)".* Lorsque nous avons défendu cela, en particulier au BI plénier de janvier 2002, le dernier auquel nous ayons participé, l'ensemble du BI avait rigolé. Ce n'était pas uniquement par stupidité sectaire : la réaffirmation de la perspective de la guerre impérialiste généralisée remettait en cause la compréhension liquidationniste de la décomposition. Et nous nous inscrivions déjà dans le combat contre cette vision "déformée" de ce que nous avons défendue - j'y reviendrai.

Dans le bulletin 14 - novembre 2002 - nous précisions : *"C'est donc bien une nouvelle période qui s'est ouverte avec les événements du 11 septembre. Une rupture s'est opérée dans la situation internationale. La bourgeoisie mondiale est contrainte de prendre la direction d'une marche à la guerre généralisée (...). Mais cette direction toute entière concentrée sur la marche à la guerre (...) a ceci d'atypique et d'inédit : elle se fait dans un contexte, une période historique où le prolétariat n'est défait ni*

physiquement, ni idéologiquement" (Une nouvelle période s'ouvre).

Te souviens-tu, je vais résumer, comment nous avons avancé la question de la décomposition [au sein du CCI] : comme un blocage entre les classes, aucune des deux classes n'étant capable d'imposer sa perspective. Le 11 septembre manifeste le fait que la bourgeoisie est contrainte de rompre cet "équilibre" et de forcer le passage : la marche à la guerre. Je t'accorde que notre compréhension, à presque tous dans le CCI, hormis "la dame", de la décomposition était hétérogène et relativement diffuse. Dire, en 2002, que la bourgeoisie cherche à débloquer la situation "d'équilibre" des années 1990 signifie que le "blocage décomposant" disparaît.

Ensuite, nombreux sont nos articles qui réaffirment cette marche à la guerre, là tu dois t'en rappeler. Mieux même : comme élément particulièrement révélateur de cette dynamique, nous n'avons eu de cesse de mettre en avant le processus de "bipolarisation impérialiste", particulièrement manifeste à partir de la guerre en Irak en 2003.

Cette même année 2003, nous avons pris position sur le 15^{ème} congrès du CCI (bulletin 21) qui liquidait l'alternative historique "guerre ou révolution" - tu t'en souviens certainement. Mais encore une fois, tu ne nous a pas lu sérieusement : *"Cette théorie de la décomposition, et telle qu'elle est majoritairement devenue et "défendue" dans le CCI aujourd'hui est un véritable poison idéologique. (...) La "théorie" du chaos (...) est un véritable cheval de Troie théorique au sein du camp révolutionnaire. Elle permet en particulier d'évacuer la lutte des classes et l'alternative historique entre le capitalisme et le communisme".*

Tu nous accorderas que ces simples prises de position sont déjà largement en contradiction avec le développement du premier point des positions de base au dos des publications du CCI sur la décomposition. Tu

nous accorderas qu'elles suffisaient à la suppression du passage sur la décomposition dans nos positions de base.

Pour terminer et ne pas m'étendre trop longtemps au risque que tu cesses de me lire, nous avons publié une série à partir de notre numéro 19, "*Guerre impérialiste ou révolution prolétarienne : la décadence du capitalisme et le marxisme*", qui prétendait réaffirmer la position du CCI sur la décadence, en particulier contre sa trahison latente à ce moment, largement vérifiée depuis, par la liquidation et sa théorie de la décomposition. Le 4^{ème} article de cette série (http://fractioncommuniste.org/ficci_fra/b24/b24-2.php) résume très bien l'état de notre réflexion et notre position actuelle - craignant que la longueur de la citation ne te lasse, je t'ai souligné en gras notre positionnement précis sur l'adoption de la décomposition :

"c) Digression. L'abandon par l'actuel CCI de la théorie de la décadence

Depuis la fin des années 1980, à la lumière des bouleversements internationaux, et particulièrement de l'effondrement du bloc de l'Est, de l'implosion de l'URSS et du recul des luttes de la classe ouvrière, le CCI a commencé à élaborer la théorie selon laquelle la décadence du capitalisme était arrivée à une phase finale qui pouvait s'appeler "décomposition". Avec la décennie des années 1990, s'est encore plus renforcée³⁴ cette théorie de la phase de décomposition, caractérisée par la "tendance au chacun pour soi" en premier lieu dans les relations impérialistes, c'est-à-dire comme un chaos croissant qui s'exprime de plus en plus dans des conflits hors de contrôle et chaque fois plus "irrationnels" ; mais aussi comme tendance "au chacun pour soi" dans la classe ouvrière, comme tendance à perdre son "identité de classe" et comme difficultés croissantes pour retrouver le chemin de la lutte et s'organiser (de là aussi par exemple le "clanisme" et le "parasitisme" organisationnels). Cette théorie qui prétendait refléter la réalité des années 1990 contenait en elle-même, en germe, la négation de l'alternative historique guerre ou révolution, c'est-à-dire la négation de l'essence de la théorie de la décadence.

En effet, d'un côté, la notion de "chaos croissant" conduisait à la conclusion que le danger d'une guerre

*impérialiste généralisée s'éloignait chaque fois plus du fait de l'incapacité des pays à s'allier précisément à cause de leur tendance "au chacun pour soi", à "l'irrationalité" et au "chaos". De l'autre, la "perte d'identité" de la classe ouvrière ouvrait les portes à la notion qu'elle pourrait perdre définitivement sa capacité de réponse face à l'enjeu de la révolution et que cette alternative aussi se dissoudrait. Le moteur de l'histoire, la lutte des classes, se diluait ainsi dans un marasme jusqu'à l'arrivée des chevaliers de l'apocalypse (famines, épidémies, pollution, guerres localisées, etc.) qui en finiraient avec l'humanité. C'est à cette troisième voie qu'est arrivé explicitement et officiellement le CCI lors de son 15^{ème} congrès du printemps 2003 : "La crise économique (...) continue à s'approfondir, mais contrairement à la période de 1968 à 1989, alors que l'issue de ces contradictions de classe ne pouvait être que la guerre ou la révolution, **la nouvelle période ouvre la voie à une troisième possibilité : la destruction de l'humanité**, non au travers d'une guerre apocalyptique, mais au travers d'une avance graduelle de la décomposition.*

(...) La décomposition (...) pourrait à terme saper la capacité du prolétariat à répondre comme classe (...). Dans le nouveau scénario, la classe ouvrière pourrait être battue d'une manière plus ou moins ouverte et moins directe, simplement en n'arrivant pas à répondre à la crise du système et en se laissant de plus en plus entraîner dans la spirale de la décadence". (15^{ème} Congrès du CCI, Résolution sur la situation internationale, point 17, Revue internationale 113, souligné par nous).

Il est possible de suivre l'évolution de cette théorie de la décomposition au travers des publications du CCI. Dans un premier temps, il s'agissait uniquement de "l'aiguïssement extrême des contradictions propres à la décadence". Ensuite apparaissaient dans un même article tant la "tendance au chacun pour soi" que "la contre-tendance naturelle à la formation des blocs" [qui avait été niée ouvertement, contre nous, à ma grande surprise, en particulier par CD Ward lors ce BI de janvier 2002, celui-là même qui avait vu la condamnation de Jonas comme flic]. Finalement, cette dernière contre-tendance a commencé à disparaître des écrits jusqu'à arriver aux expressions récentes telles celle selon laquelle nous vivons maintenant dans le "règne du chaos". Et le pire, c'est que cet "approfondissement" théorique se développait au moment même où précisément la "contre-tendance" commençait à s'exprimer chaque fois avec plus de force apportant un démenti à la théorie du "règne du chaos". Il est arrivé la même chose avec la notion de "perte d'identité de la classe ouvrière". Alors que le CCI reprend les vieux thèmes idéologiques qu'il avait combattus à son origine - sur la fin de la classe ouvrière -, la classe ouvrière elle-même commence à reprendre son combat après dix ans de calme. Et maintenant, pour ne pas porter atteinte à sa théorie, l'actuel CCI préfère nier, sous-estimer ou cacher l'existence de ces luttes ! Evidemment, ce dogmatisme, cette incapacité à reconnaître que la "décomposition" ne recouvre pas une nouvelle phase historique mais qu'elle

34 Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain, ni non plus sans une "résistance" interne. En fait, sur cette question comme sur beaucoup d'autres, deux tendances politiques dont l'une, majoritaire et qui bénéficiait de votes unanimes, était non affirmée, non déclarée, non consciente de la profondeur des oppositions, et dont l'autre, minoritaire, secrète, familiale, manoeuvrait en coulisse en essayant de faire passer ses positions par la bande, dont celles sur la décomposition, et refusait systématiquement d'assumer ses positions quand celles-ci pointaient le nez ici ou là, en particulier justement sur la question de la décomposition (cf. nos rapports d'activités alternatifs pour le CCI publiés dans nos bulletins). Encore une fois précisons ici que la cause fondamentale de la crise du CCI et de sa dérive actuelle n'est pas l'existence des manoeuvres, réelles, et de la présence d'un véritable cheval de Troie, tout aussi réel, dans notre organisation, mais bel et bien de l'affaiblissement politique de toute l'organisation et de ses militants sur lequel un élément trouble - nous aurons encore l'occasion d'y revenir - et une coterie familiale ont pu jouer.

exprimait seulement une situation temporaire (le temps que les classes "assimilent" le bouleversement de l'effondrement du bloc de l'Est, ce que nous avons appelé le "blocage historique" et que la bourgeoisie a commencé à "débloquer" comme l'a dramatiquement révélé le 11 septembre 2001) ne s'explique pas en soi mais trouve ses causes dans l'involution politique du CCI, involution qui n'est pas l'objet de cet écrit.

Nous voulons simplement faire remarquer ici, qu'à l'opposé des affirmations de l'actuel CCI sur le fait que la théorie de la décomposition serait en continuité, ou serait un complément à la théorie de la décadence, un approfondissement pour l'époque actuelle, tout au contraire la théorie de la décomposition rompt, sur le fond, avec le fil de la théorie de la décadence telle qu'elle a été développée par les révolutionnaires du passé et telle que l'avait synthétisée le CCI.

Alors que la théorie de la décadence explique les causes de l'alternative historique "guerre ou révolution", la décomposition prétend expliquer l'estompement de cette alternative. Alors que la théorie de la décadence explique les conditions qui rendent possible la révolution, la décomposition explique les conditions qui l'éloignent pour toujours. Finalement, la "théorie de la décomposition" se heurte chaque fois plus à la situation réelle et actuelle du capitalisme et de la lutte des classes. C'est pour cela que nous trouvons de plus en plus de contre-sens et d'absurdités dans les publications de

l'actuel CCI. Pour notre part, il nous semble indispensable d'effectuer un travail qui reprenne dans tous ses aspects la théorie de la décadence, la réouverture du débat sur la décadence dans le camp prolétarien, et l'approfondissement et la clarification de tous les aspects de la situation actuelle."

J'arrête là. Il y a évidemment d'autres textes qui manifestent notre rejet de la décomposition telle qu'elle a finalement été comprise et adoptée... par nous tous, sans parler de la vision propre à la "liquidation".

Un dernier mot : tu m'accorderas aussi que notre approche qui se veut "de fraction", c'est-à-dire méthodique, c'est-à-dire aussi responsable devant notre classe en assumant nos positions passées et notre histoire comme courant politique, a le mérite :

- de vérifier si les questions que nous nous étions posées correspondaient, ou pas, à de véritables questions ;

- de vérifier si la réponse à ces questions, si tant est qu'elles se posaient réellement, qu'elles n'étaient pas de fausses questions, a été juste ou non.

En reprenant l'histoire, notre histoire, notre continuité, sans la nier (méthode propre à l'opportunisme jusqu'à Staline gommant les vieux bolchéviques sur les photos), nous apportons à ceux qui veulent bien nous lire l'apport d'expériences réelles qui viendront, sous une forme ou une autre, se reposer.

(...).

Rectificatif (envoyé, à la mi-novembre 2010, à tous nos lecteurs)

Cher camarade,

Nous tenons à te faire part d'un correctif - suite à une erreur de notre part - dans l'énoncé de nos positions de base qui sont à la fin de la version du bulletin que nous t'avons envoyé. Nous avons repris par erreur une vieille copie qui correspond à celle que nous avons lorsque nous avons été exclus du CCI en 2001. Au premier paragraphe, il était écrit ceci :

"Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité."

Nous ne partageons plus ce point de vue et notre position que tu peux consulter sur notre site http://fractioncommuniste.org/positions/fra_positions.html, est la suivante :

*"Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie.**"*

Saluts communistes.

La FGCI

Texte du mouvement ouvrier

Karl Liebknecht Déclaration au Reichstag (1914)

En décembre 1914, Karl Liebknecht fut le 1^{er} député du Reichstag à voter contre les crédits de guerre, passant outre la consigne de son groupe parlementaire, celui du SPD. C'est à travers la déclaration, que nous publions ci-dessous, que cette grande figure du prolétariat a motivé son courageux vote contre la guerre.

Je motive ainsi qu'il suit mon vote sur le projet qui nous est soumis aujourd'hui.

Cette guerre, qu'aucun des peuples intéressés n'a voulue, n'a pas éclaté en vue du bien-être du peuple allemand ou de tout autre peuple. Il s'agit d'une guerre impérialiste, d'une guerre pour la domination capitaliste du marché mondial et pour la domination politique de contrées importantes où pourrait s'installer le capital industriel et bancaire. Au point de vue de la surenchère des armements, c'est une guerre préventive provoquée solidairement par le parti de guerre allemand et autrichien dans l'obscurité du demi-absolutisme et de la diplomatie secrète.

C'est aussi une entreprise de caractère bonapartiste tendant à démoraliser, à détruire le mouvement ouvrier grandissant. C'est ce qu'ont démontré, avec une clarté sans cesse accrue et malgré une cynique mise en scène destinée à égarer les esprits, les événements des derniers mois.

Le mot d'ordre allemand : "Contre le tsarisme" tout comme le mot d'ordre anglais et français : "Contre le militarisme", a servi de moyen pour mettre en mouvement les instincts les plus nobles, les traditions et les espérances révolutionnaires du peuple au profit de la haine contre les peuples. Complice du tsarisme, l'Allemagne, jusqu'à présent pays modèle de la réaction politique, n'a aucune qualité pour jouer le rôle de libératrice des peuples.

La libération du peuple russe comme du peuple allemand doit être l'œuvre de ces peuples eux-mêmes.

Cette guerre n'est pas une guerre défensive pour l'Allemagne. Son caractère historique et la succession des événements nous interdisent de nous fier à un gouvernement capitaliste quand il déclare que c'est pour la défense de la Patrie qu'il demande les crédits. Une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquête, voilà ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés.

Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix.

Je consens aux crédits en tant qu'ils sont demandés pour les travaux capables de pallier à la misère existante, bien que je les trouve notoirement insuffisants.

J'approuve également tout ce qui est fait en faveur du sort si rude de nos frères sur les champs de bataille, en faveur des blessés et des malades pour lesquels j'éprouve la plus ardente compassion. Dans ce domaine encore, rien de ce que l'on pourra demander ne sera de trop à mes yeux.

Mais ma protestation va à la guerre, à ceux qui en sont responsables, à ceux qui la dirigent ; elle va à la politique capitaliste qui lui donna naissance ; elle est dirigée contre les fins capitalistes qu'elle poursuit, contre les plans d'annexion, contre la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, contre la dictature militaire, contre l'oubli complet des devoirs sociaux et politiques dont se rendent coupables, aujourd'hui encore, le gouvernement et les classes dominantes.

Et c'est pourquoi je repousse les crédits militaires demandés.

Karl Liebknecht (Berlin, le 2 décembre 1914)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.